



PORT D'ALGER :

## Saisie de 7,6 kg de cocaïne et 1,8 millions DA de faux billets

page 3

# ED DIWAN



Quotidien national d'informations culturelles - Dimanche 27 Novembre 2022 - Prix : 15 DA Tirage 2000

LES ASSURANCES DU MINISTRE DE L'AGRICULTURE:

## Semoule, farine, huile de table...Pas de crise



page 3

*Actualité*



SOUS L'IMPULSION,  
DU PRESIDENT  
DE LA REPUBLIQUE:  
**L'émergence  
de l'Algérie**

**Clôture  
des travaux  
du Sommet  
de l'UA sur  
l'industrialisation  
et la diversification  
économique**

LUTTE CONTRE  
LES FEUX  
DE FORÊTS :  
**Merad annonce  
l'entame  
du développement  
de « drones »  
de surveillance**

GRAND BANDITISME :

## Démantèlement d'un réseau criminel à Béchar

p3



SOUS L'IMPULSION, DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE:

## L'émergence de l'Algérie

L'Algérie a évolué depuis décembre 2019. Sous l'impulsion, du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le pays s'est métamorphosé. Restauration de l'autorité de l'Etat, nouvel édifice institutionnel digne des grandes démocraties, profondes réformes économiques, consolidation d'une politique sociale qui protège les couches les plus vulnérables, retour en force sur la scène internationale et transformation numérique, que de bouleversements. N'en déplaise aux résidus de la Issaba et aux faux prophètes du déclin, la nouvelle Algérie de Tebboune n'a plus rien à voir avec l'ordre ancien. En trois ans, dont la moitié sous "le régime Covid", le Président Tebboune a provoqué le déclin, tout le monde regarde désormais dans la même direction. Il y a une union sacrée autour de son projet. Tout le monde a pris conscience que l'émergence de l'Algérie durant la moitié de ce quinquennat du président est une assurance tous risques pour les années à venir. Aujourd'hui, l'Algérie peut jouir de son statut de pays pivot. Solide partenaire énergétique pour l'ensemble des pays du bassin méditerranéen, l'Algérie est en train de lancer les bases



d'une industrialisation intelligente et d'une agriculture moderne. Le président de la République a fait de l'Algérie un pays très attractif où il fait bon vivre. Un miracle réalisé depuis 2019, propice à

l'adhésion aux Brics. Le président Tebboune, soucieux d'anticiper les grands défis de demain, n'a pas fini de surprendre, il nous réserve bien des surprises pour l'année 2023...

## Clôture des travaux du Sommet de l'UA sur l'industrialisation et la diversification économique

Les travaux du 17e sommet extraordinaire de l'Union africaine (UA) sur l'industrialisation et la diversification économique en Afrique, placé sous le thème: "Industrialiser l'Afrique : renouveler les engagements en faveur d'une industrialisation et d'une diversification économique inclusives et durables", ont pris fin vendredi à Niamey (Niger). Le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane qui a pris part aux travaux du sommet, en qualité de représentant du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune était accompagné du ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, du ministre de



L'Industrie, Ahmed Zeghdar, du ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, et de l'ambassadeur d'Algérie au

Niger, Mehdi Benkhedda. Ce 17e sommet était une occasion pour affirmer que "le continent africain recèle des richesses souterraines, naturelles et énergétiques et un capital important, sa composante démographique jeune dans laquelle il faut investir". Parmi les thèmes débattus lors du sommet, "la redynamisation de l'accord établissant la Zone de libre-échange et sa relation avec l'industrialisation", "l'industrialisation, le pouvoir fiscal des gouvernements et la création de l'emploi", "le nouveau technologique et le pouvoir organisationnel en vue d'améliorer la compétitivité du rendement industriel", et "les chaînes des valeurs industrielles régionales".

17EME SOMMET EXTRAORDINAIRE DE L'UA SUR L'INDUSTRIALISATION:

### M. Benabderrahmane quitte Niamey

Le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, a quitté, vendredi la capitale nigérienne Niamey, après avoir participé, en qualité de représentant du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, aux travaux du 17e Sommet extraordinaire de l'Union africaine (UA) sur l'industrialisa-

tion et la diversification économique en Afrique, ainsi que sur la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf). Le Sommet a été organisé sous le thème : "Industrialiser l'Afrique: renouveler les engagements en faveur d'une industrialisation et d'une diversification économique inclusives et

durables". M. Benabderrahmane et la délégation ministérielle l'accompagnant ont été salués à leur départ de l'aéroport international de Niamey par le ministre d'Etat à la Présidence de la République du Niger, M. Rhissa Ag Boula. Le Premier ministre était accompagné, aux travaux du sommet de l'UA, du minis-

tre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, du ministre de l'Industrie, Ahmed Zaghdar, et du ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, en sus de l'ambassadeur d'Algérie au Niger, Mehdi Benkhedda.

LE MINISTRE DE LA COMMUNICATION :

## “La communication institutionnelle, une priorité pour le Gouvernement”

Le ministre de la Communication, Mohamed Bouslimani, a affirmé depuis Constantine, que la communication institutionnelle était une des priorités du Gouvernement, annonçant l'organisation de rencontres sur la communication institutionnelle, qui seront suivies de sessions similaires à travers tout le pays. Dans une entrevue accordée, jeudi, à la Radio locale de Sétif, en marge des travaux de la session de formation sur la communication institutionnelle, le ministre a fait savoir

que "cette session, première du genre, sera suivie de sessions similaires à travers tout le pays". "Il s'agit là de la première session ayant trait à la communication institutionnelle, qui figure parmi les priorités du Gouvernement. C'est pourquoi, nous avons organisé la 1ère session de formation à Constantine qui touche 6 wilayas de l'est du pays. Elle sera suivie d'autres sessions dans le sud, le centre et l'ouest du pays", a poursuivi le ministre. Selon M. Bouslimani, l'objectif de cette

session est de "rapprocher l'administration du citoyen pour lui permettre de prendre connaissance des actions menées par les autorités locales dans le domaine du développement". Le ministre de la Communication a également insisté sur la "dualité" journaliste-chargé de communication afin de "transmettre une information juste et fiable au citoyen", et de "lutter contre les rumeurs et les infox pour établir, partant, une relation de confiance entre le journaliste et le citoyen".

M. Bouslimani a également relevé l'importance de "la crédibilité et de la responsabilité du journaliste pour atteindre le niveau requis de professionnalisme dans le cadre de la réorganisation de la presse nationale". A ce propos, il a indiqué que l'objectif du secteur était d'atteindre "une presse professionnelle, sous-tendant crédibilité et responsabilité", assurant que le secteur "est en cours de réorganisation de la presse nationale publique et privée". Dans un autre contexte, le ministre a mis

en avant "le rôle des médias de proximité, notamment les radios locales qui sont en lien direct avec le citoyen". Il a salué, par ailleurs, l'ensemble des médias ayant fait montre de compétence dans la couverture des événements phares de cette année, à l'instar des Jeux méditerranéens, des festivités commémorant le soixantenaire de l'indépendance et, tout récemment, les travaux du Sommet arabe, appelant à "poursuivre leurs efforts et à continuer à offrir la plus belle image de notre patrie".

CONSEIL DU RENOUVEAU ECONOMIQUE ALGERIEN :

### Une délégation du CREA reçue par le Vice-ministre italien du développement économique

Une délégation de chefs d'entreprise du Conseil du renouveau économique algérien (CREA) a été reçue en audience par le Vice-ministre Italien du développement économique en charge des entreprises, M. Valentino Valentini, a indiqué vendredi l'organisation patronale dans un communiqué. Il s'agit, selon le CREA, de la première audience accordée à une délégation étrangère par M. Valentini depuis sa nomination au ministère du Développement économique italien. "D'après les observateurs italiens, cette diligence à rencontrer les opérateurs économiques algériens confirme le grand intérêt donné au renforcement de la coopération économique entre les deux pays", lit-on dans le texte. Lors de la rencontre, qui s'est déroulée en présence de M. Soufiane Amara, premier Conseiller à l'ambassade d'Algérie à Rome, M. Valentino a "fortement souligné l'excellence des relations politiques avec l'Algérie et fait part de sa détermination à rehausser intensément le niveau du partenariat économique par l'intermédiaire d'investissements italiens, de transfert de savoir-faire et de technologies innovantes notamment dans les secteurs de l'agriculture, des mines, du tourisme et du textile", a-t-on ajouté dans le communiqué. Après un exposé sur le nouveau code des investissements, le président du CREA, Kamel Moula, a fait part de "sa disponibilité pour accompagner les opérateurs économiques italiens dans l'identification de partenaires algériens pour aboutir à la création de Joint-Venture", ajoute le document. "Un partenariat ambitieux de coproduction peut ouvrir les portes à une exportation conjointe de produits manufacturés et certifiés vers l'Europe et l'Afrique", a estimé le CREA.

### TAMANRASSET: Deux morts et 17 blessés dans un accident de la route

Deux personnes ont trouvé la mort et 17 autres ont été blessées dans un accident de la route survenu samedi à quelque 35 kilomètres au Nord de Tamanrasset, a-t-on appris auprès des services de la Protection civile. L'accident s'est produit au niveau de la route nationale (RN-1), sur le territoire de la commune d'In-Amguel, suite au dérapage et renversement d'un véhicule 4X4, causant la mort de deux passagers et des blessures de divers degrés à 17 autres, dont trois (3) en état critique, a-t-on précisé. Les éléments de la Protection civile sont intervenus sur place pour assurer les premiers secours aux blessés dont certains ont été évacués vers l'hôpital de In-Amguel alors que les dépouilles des deux victimes ont été transférées à la morgue de la même structure de santé, selon la même source. Une enquête a été ouverte par les services compétents afin de déterminer les circonstances de l'accident.

**ED-DIWAN**

quotidien national d'informations  
Edité par EURL société seghir  
de communication  
Adresse : 04, Rue belhandouse  
abdelkader  
tel. : 041 33 03 29

**BUREAU D'ORAN :**  
12 BD DE L'ALN - ORAN  
**BUREAU D'ALGER :**  
Rue Larbi Ben M'Hidi  
- BT 08 - 2° étage  
**Directrice**  
**de la publication**  
FATIMA-ZOHRA  
SEGHIR

Impression : SIA  
Z I el Alia  
Beb Ezzouar -  
Alger  
DIFFUSION:  
eldjazairdoc.com

Le Site :  
[www.fr.eddiwan.dz](http://www.fr.eddiwan.dz)  
Email :  
[contact@eddiwan.net](mailto:contact@eddiwan.net)  
Tel : 0770 77 03 30  
FAX : 041 33 45 43

Les textes  
et les photographies envoyés  
ou remis à la rédaction ne  
peuvent être rendus ni faire  
l'objet d'aucune réclamation.  
Reproduction interdite  
de tout article sauf accord  
de la direction du journal.

LES ASSURANCES DU MINISTRE DE L'AGRICULTURE:

# Semoule, farine, huile de table...Pas de crise

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Mohamed Abdelhafid Henni, a déclaré que les besoins nationaux pour la production de blé dur ont été garantis. Lors d'une visite de travail à la wilaya de Ain Defla, le ministre a ajouté : « La précédente crise de la semoule a été réglée par l'intervention du ministère du Commerce et le lait est disponible ». Quant aux prix de vente de la viande blanche, le ministre de l'Agriculture a indiqué que les prix ont été encadrés. Et maintenant, « nous allons plafonner les prix dès que possible ». Concernant les œufs, le ministre Henni a déclaré que leurs prix élevés sont dus à la spéculation. Soulignant que « c'est une priorité pour nous ». Il a également précisé que la hausse des prix de la viande rouge « est inacceptable ». Le ministre de l'Agriculture a indi-



qué que la wilaya d'Ain Defla occupe le deuxième rang dans la production agricole en général. Il a souligné que des mesures ont été prises pour connaître les raisons du prix élevé des œufs.

## Lancement du « Poulet vert » en Algérie

Biodevas Laboratoires (laboratoires français) a annoncé le lancement par l'intermédiaire de son partenaire algérien Plantaxion.sarl du « Poulet vert ». Le « Poulet vert » est « la première filière sans antibio-

tique en Algérie » menée conjointement avec le groupe Khider, un des principaux intégrateurs de volailles au Maghreb, a précisé la même source. Le « Poulet vert » a été lancé le 15

novembre dernier lors d'un événement organisé à l'hôtel Sofitel d'Alger où plus de 130 personnes étaient réunies dont de nombreux représentants de la filière avicole. « La stratégie d'administration de

nos produits aussi bien au travers de l'aliment, que de l'eau de boisson a prouvé l'efficacité et la rentabilité de notre approche pour l'élevage de volailles conventionnel en Algérie », a-t-on expliqué.

LUTTE CONTRE LES FEUX DE FORÊTS :

## Merad annonce l'entame du développement de « drones » de surveillance

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, a été interrogé, jeudi, lors d'une plénière à l'Assemblée populaire nationale

(APN), sur les mesures proactives prises pour lutter contre les feux de forêts. En plus de la réception en décembre prochain du premier bombardier d'eau, en sus de trois autres

l'année prochaine, M. Merad a fait part de l'entame du développement de « drones » de fabrication algérienne à travers l'initiative lancée par la Délégation nationale aux risques

majeurs. Le ministre de l'Intérieur a ajouté que la sortie du premier modèle se fera en 2023, lequel sera utilisé dans la surveillance, l'alerte et la prévention.

RECRUTEMENT AU SEIN DE LA POLICE :

## La condition d'âge reconsidérée

La condition d'âge requis au recrutement au sein de la Sûreté nationale a été reconsidérée, a annoncé, jeudi, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad. Lors d'une plénière à l'Assemblée populaire nationale (APN), le ministre a indiqué qu'après « une étude approfondie des dispositions et des nou-

velles conditions liées à cette opération de recrutement, il a été décidé de reconsidérer cette condition d'âge en la portant selon les grades entre 19 et 28 ans ». Cette décision a été prise, a expliqué le ministre, « afin de permettre à une plus grande partie des jeunes algériens de participer aux concours organisés, et de consacrer le principe d'égalité des chances

pour l'adhésion de ces jeunes aux corps de sécurité ». Par ailleurs, concernant la couverture sécuritaire au niveau des nouvelles cités résidentielles, le ministre a rassuré que « les services de sécurité consentent davantage d'efforts pour assurer la quiétude de la population à travers l'augmentation du niveau de couverture sécuritaire et le renforcement de

la présence de leurs unités dans les zones urbaines relevant de leur compétence territoriale ». Il a en outre souligné « la nécessité de la conjugaison des efforts de toutes les franges de la société en vue d'assurer la sécurité et la tranquillité et faire face à toutes formes de violence qui peuvent être enregistrées, notamment dans les nouvelles agglomérations ».

PORT D'ALGER :

## Saisie de 7,6 kg de cocaïne et 1,8 millions DA de faux billets

Les agents des Douanes au niveau du port d'Alger ont procédé, en coordination avec les éléments de l'Armée nationale populaire (ANP), à la saisie de 7,6 kg de cocaïne, un montant de 1,8 million DA en faux billets et des batteries de cigarettes électroniques, indique samedi un communiqué de la Direction générale des Douanes (DGD). "Dans le cadre de la poursuite des efforts conjoints des services opérationnels des brigades douanières en coordination avec les services de sécurité, les éléments des Douanes algériennes relevant de l'inspection principale de contrôle des voyageurs au port d'Alger,

ont procédé, en coordination avec les éléments de l'ANP, à la saisie de 7,6 kg de cocaïne, 2.000 batteries de cigarettes électroniques et un montant de 1.800.000 DA de faux billets de 1.000 DA", précise le communiqué. Les objets saisis ont été soigneusement dissimulés à l'intérieur d'une voiture d'un ressortissant algérien en provenance de l'étranger, ajoute le communiqué. Cette opération s'inscrit dans le cadre des efforts des services des Douanes algériennes et de la mobilisation de leurs agents dans la lutte contre la contrebande, sous toutes ses formes, notamment le trafic de drogue et de



substances psychotropes, et de tout ce qui est susceptible de nuire à la santé des citoyens, outre l'attachement à la protection de l'économie nationale et à

la mise en œuvre de la législation et de la réglementation relatives au mouvement des capitaux de et vers l'étranger, conclut le communiqué.

CROISSANT ROUGE ALGERIEN :

## Plus de 50 tonnes d'aides acheminées au profit des habitants du sud-ouest du pays

Le Croissant-Rouge algérien (CRA) a procédé à la distribution de plus de 50 tonnes de produits alimentaires, de fournitures médicales et de couvertures au profit des habitants des wi-

layas du sud-ouest algérien, dans le cadre de la campagne "hiver chaud" lancée par cette Organisation. Ces caravanes de solidarité, chargées de plus de 50 tonnes de produits alimentaires,

de couvertures et de fournitures médicales, ont été acheminées, dans une première étape, vers Adrar, Timimoune, El Bayadh, Nâama et Béni Abbès dans le cadre de la campagne

"hiver chaud", indique mercredi un communiqué du CRA. Ces caravanes de solidarité lancées sous la supervision de la présidente du CRA, Ibtissem Hamlaoui, intervien-

nent "en exécution du programme humanitaire visant le soutien des individus, des familles nécessiteuses dans les différentes régions du pays", conclut la même source.

## Démantèlement d'un réseau criminel à Béchar

Les éléments de la brigade de lutte contre la drogue de la police judiciaire relevant de la Sûreté de wilaya de Béchar ont démantelé un réseau criminel organisé composé de quatre (4) présumés narcotrafiquants et saisi en leur possession 130 kg de kif traité, a rapporté hier la cellule de communication et des relations publiques de la Sûreté de wilaya. L'opération a été réalisée avec le soutien et la contribution des services spécialisés du secteur militaire opérationnel de la 3ème région militaire (3-RM), suite à l'exploitation des renseignements faisant état de l'introduction imminente dans le pays d'une importante quantité de drogue, à partir des frontières Ouest du pays, a-t-on précisé. La mise en place d'un dispositif sécuritaire de recherches et d'investigations à travers plusieurs axes routiers de la région, a ainsi permis l'identification de deux (2) véhicules immatriculés dans l'une des wilayas du Nord-ouest du pays et l'arrestation des quatre (4) individus qui étaient à bord en plus de la découverte et la saisie de 130 kg de drogue, a expliqué la même source. Après l'achèvement de l'enquête policière sous contrôle du procureur de la république près le tribunal de Béchar, les quatre (4) mis en cause ont été présentés devant la justice laquelle a ordonné leur mise en détention provisoire pour "détention illégale de drogue (kif traité) à des fins de commercialisation, mise en vente, obtention et achat et transport avec utilisation de moyen de locomotion (véhicules) et possession de drogues illégalement". Ils sont également poursuivis pour "possession de drogues illégalement aux fins de commercialisation illégale, transport et stockage en transit dans le cadre d'une bande criminelle organisée, l'importation de drogues d'une manière illicite et la contrebande à un degré dangereux menaçant l'économie nationale et la santé publique", a conclu la même source.

ESPAGNE:

## Démantèlement d'un réseau de trafic de drogue ayant des liens avec le Maroc

La police nationale espagnole a annoncé le démantèlement dans la commune de Vilagarcía de Arousa en Galice (nord-ouest), d'un groupe criminel spécialisé dans le trafic de drogue ayant des liens avec d'autres organisations criminelles dans plusieurs pays dont le Maroc, a rapporté l'agence de presse espagnole Europa Press. D'après l'enquête menée par la police nationale, le "meneur" de ce groupe criminel, Ramon Dorgambide, avait des liens avec d'autres organisations criminelles notamment au Maroc et au Portugal, et dispose des infrastructures nécessaires pour transporter de grandes quantités de drogue. La police nationale, citée par Europa Press, considère aussi qu'après les arrestations effectuées lundi dernier, principalement dans les municipalités de la Ria de Arousa, une organisation criminelle galicienne qui se consacrait à l'importation de haschich a été démantelée.

# L'Algérie a réalisé un véritable essor industriel grâce au programme du Président Tebboune

Le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, a affirmé, vendredi à Niamey (Niger), que l'Algérie avait réalisé "un véritable essor industriel" grâce au programme du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le volume de ses exportations hors hydrocarbures ayant triplé par rapport à 2019.

Dans une déclaration à la presse au terme des travaux du 17e Sommet extraordinaire de l'Union africaine (UA) sur l'industrialisation, la diversification économique et la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), où il a représenté le Président Tebboune, M. Benabderrahmane a précisé que l'Algérie avait présenté sa vision concernant ces dossiers importants pour l'intégration africaine. Les réalisations de l'Algérie au cours des dernières années sous la conduite du Président Tebboune ont été mises en avant lors de ce sommet, a-t-il ajouté, soulignant que le programme du président de la République avait permis de réaliser "un véritable essor industriel", en voulant pour preuve "les résultats obtenus dans le domaine des exportations hors hydrocarbures dont le volume a triplé par rapport à l'année 2019". L'approche algérienne en matière de diversification industrielle et économique et concernant la Zone de libre-échange continentale afri-



caine a également été mise en exergue lors des travaux de ce sommet par le Premier ministre. "De-

puis l'adhésion de l'Algérie à cette zone, nous œuvrons à lever quelques entraves, notamment en ce

qui concerne les règles d'origine et les règles d'intégration dans les différentes industries", a-t-il dit.

## L'Algérie considère la création de la ZLECAf comme une étape cruciale pour l'intégration continentale



L'Algérie a réaffirmé vendredi son engagement en faveur des objectifs de complémentarité et d'intégration en Afrique, considérant la création de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) comme une étape cruciale vers la réalisation de l'intégration continentale. Dans la contribution présentée lors d'une séance à huis clos sur la Zone de libre-échange continentale africaine dans le cadre des travaux du 17e Sommet extraordinaire de l'Union africaine (UA), l'Algérie a considéré la création de la ZLECAf comme "une étape cruciale vers la réalisation de l'intégration continentale", estimant que son entrée en vigueur "reflète la forte volonté politique de nos Etats en faveur de la consécration effective de l'Agenda africain de développement 2063 et ses projets pionniers, en vue d'atteindre son premier objectif : une Afrique prospère reposant sur un développement inclusif et durable". Se disant fière de cette "réalisation historique", l'Algérie s'est félicitée de tout ce qui a été réalisé à ce jour. L'Algérie qui a œuvré à la concrétisation de la ZLE-

CAf dès l'amorce des négociations rappelle qu'il s'agit de l'une des plus grandes zones de libre-échange au monde avec un marché de plus de 1,3 milliard de personnes et un PIB combiné d'environ 2.500 milliards de dollars. L'Algérie a, par ailleurs, réaffirmé son engagement en faveur des objectifs de complémentarité et d'intégration en Afrique, lequel "reflète sa vision d'intégration à travers ses infrastructures nationales et son soutien soutenu à toutes les initiatives allant dans ce sens". L'Algérie a rappelé que son action pour "le renforcement des couloirs économiques dans notre région, ainsi que sa participation permanente et qualitative à toutes les réunions consacrées à la redynamisation de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf), s'inscrit dans le cadre de l'effort commun visant à réaliser les aspirations de nos peuples quant à cet accord". Cet accord devra permettre d'"augmenter le taux de commerce inter-africain, estimé actuellement à près de 15%, à des niveaux dignes de nos capacités et de nos aspirations", outre "la créa-

tion d'un marché africain qui assure une libre circulation des marchandises entre les pays et d'instaurer, par la suite, une union douanière et un groupe économique africain à l'horizon 2028 à même de concurrencer les autres blocs économiques internationaux". "Notre sommet intervient dans une conjoncture internationale spécifique dont les répercussions nous obligent à adhérer, plus que jamais, à un processus plus sérieux pour la redynamisation de nos outils économiques et la mobilisation de nos capacités à même de réaliser nos aspirations figurant dans l'agenda de l'UA à l'horizon 2063, notamment la ZLECAf", indique la source. "Nous estimons que ce sommet est une bonne initiative qui nous offre l'opportunité de concrétiser des approches et des initiatives efficaces qui aboutissent aux meilleurs moyens pour la mise en œuvre de cet accord de manière à réaliser les aspirations de nos peuples conformément aux principes et aux nobles idéaux de nos aïeux fondateurs de notre organisation continentale". "Nous sommes pleine-

ment conscients que notre parcours n'est qu'à son début. Nous devons œuvrer davantage pour activer cet accord", a indiqué l'Algérie, soulignant que cela passe à travers "une mise en œuvre efficace de ses outils opérationnels, la libération du commerce et des services, la mise en place des règles de la concurrence, le règlement des conflits et la protection de la propriété intellectuelle". L'Algérie qui a engagé plusieurs réformes économiques "demeure pleinement convaincue de la nécessité de soutenir les politiques économiques visant à hisser le taux de croissance industrielle et de diversification économique dans les pays africains en faveur de la ZLECAf". Pour ce faire, il convient selon la contribution, de "développer les infrastructures africaines, réaliser des projets structurants, mettre en place un environnement logistique idoine pour le trafic des marchandises, des services et des contacts et réduire les coûts des transports et des investissements". Il convient de rappeler que "l'entrée en service de la ZLECAf, en janvier 2021, intervenait dans une conjoncture spéciale marquée par la propagation de la pandémie du Coronavirus et l'exaspération de ses multiples répercussions qui nous placent, sans l'ombre d'un doute, face à nos responsabilités en matière de consolidation de la coopération et de la solidarité internationales ou encore l'activation des mécanismes de l'action multilatérale". Cette démarche, note le document, tend à "relever conjointement ces défis, instaurer les fondements d'un nouvel ordre mondial post-Covid, établir les normes de justice et d'équité et assurer la participation égale de tous les pays sans distinction aucune". Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune avait exprimé ses remerciements et sa reconnaissance à l'Etat frère du Niger pour la bonne organisation de cet événement d'envergure, souhaitant "plein succès aux travaux de ce sommet", axés sur l'industrialisation et la diversification économique en Afrique, ainsi que sur la ZLECAf.

### JOURNEE D'INFORMATION SUR LES FACILITES DOUANIERES AUX EXPORTATEURS : «Des indicateurs en nette amélioration»

«Accompagner les institutions pour soutenir la relance économique» est le thème de la journée d'information organisée hier par la direction régionale de Sétif en collaboration avec la chambre de commerce et de l'industrie El Hidhab à l'endroit de nombreux opérateurs économiques faisant dans l'exportation.

Une rencontre qui s'inscrit dans le plan de communication initié par la direction générale des Douanes à l'effet de renforcer l'accompagnement des partenaires économiques dans leurs opérations d'exportation à travers l'information, le conseil et l'orientation ainsi que la mise en œuvre des directives visant à encourager la compétitivité des entreprises économiques et à promouvoir les exportations hors hydrocarbures.

«Ces facilitations s'articulent autour de 3 axes importants se rapportant notamment aux mesures prises dans le cadre des procédures douanières, celles qui sont consenties au titre des régimes douaniers économiques ainsi que les facilitations accordées aux opérateurs économiques en matière de contrôle douanier.

C'est là autant de mécanismes qui visent à impulser la dynamique économique avec notamment la réduction des coûts et des délais et soutenir la compétitivité des entreprises économiques sur les marchés intérieurs ou à l'international» indique à El Moudjahid Amel Rahal, inspecteur divisionnaire, sous directrice de l'informatique et de la communication à la direction régionale des Douanes de Sétif.

Rachid Sellam, directeur de la chambre de commerce et de l'industrie El Hidhab estime pour sa part que de telles rencontres ne peuvent que booster la dynamique économique et encourager les opérateurs qui font dans l'export sachant que «pour l'exercice 2022, les indicateurs à l'exportation dans la wilaya de Sétif sont marqués par une nette amélioration pour ce qui est des opérations d'export vers l'Afrique, l'Amérique latine et de manière générale l'étranger. Nous relevons au moins 20% d'augmentation par rapport à l'exercice antérieur dans cette wilaya qui compte près de 120 exportateurs inscrits au niveau de la chambre du commerce.»

C'est ce même sentiment qui prévaut parmi les opérateurs économiques qui font dans l'exportation. Bachir Bouhadra, directeur général de la SARL BCA de production de carreaux de céramiques, relève pour sa part que «ces journées sont d'autant plus intéressantes qu'elles interviennent à un moment où l'Etat encourage l'exportation et met en place une batterie de mesures et de facilitations «Nous exportons vers la Libye, le Niger et le Sénégal et nous sommes en négociation pour aller vers la Roumanie, en espérant faire mieux encore avec cette nouvelle dynamique économique.»



# ALGER/ SALON INTERNATIONAL DE L'ARTISANAT : Commercialisation des produits locaux

**Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Yacine Hamadi, a mis l'accent, jeudi à Alger à l'occasion de la 23e édition du Salon international de l'artisanat (SIAT), sur l'importance de cette manifestation pour les artisans, une occasion de commercialiser leurs produits et faire connaître le patrimoine artisanal authentique et diversifié que recèle l'Algérie.**



Présidant le lancement de la 23e édition du SIAT, M. Hamadi a mis en avant «l'importance de la reprise de cette manifestation pour les artisans, après une absence de plus de 3 ans en raison de la pandémie de Covid-19, en vue de commercialiser leurs produits et mettre en exergue les créations des artisans et faire connaître l'amélioration notable de la qualité du produit due à la bonne formation adoptée par le secteur». Le ministre a rappelé que ce Salon qui durera jusqu'au 2 décembre prochain verra la participation de près de 200 artisans nationaux et 56 artisans étrangers de 9 pays, à savoir la Tunisie, l'Egypte,

le Sahara Occidental, l'Afrique du Sud, le Pakistan, le Mali, la Mauritanie, la Palestine et le Niger, relevant que cette manifestation verra la conclusion de plusieurs partenariats avec des pays en vue d'échanger les expériences et expertises. A cette occasion, le ministre a loué la qualité de l'artisanat national qui contribue au développement économique et à la préservation de l'artisanat pour les futures générations, ajoutant que le nombre d'artisans immatriculés au niveau national «s'élève à 400.000 artisans ayant contribué à la création de plus de 1.140.000 postes d'emploi et 400 milliards DA au produit intérieur

brut (PIB)». Le ministre a également souligné la nécessité de «consentir davantage d'efforts pour préserver l'artisanat de la disparition et de la contrefaçon, en apportant tout le soutien aux artisans, notamment des espaces de travail, et en les associant aux salons nationaux et internationaux pour commercialiser leurs produits, ainsi qu'en leur accordant des prêts et la fourniture de matières premières». Dans le même contexte, il a mis l'accent sur l'importance du «lancement récent de la plate-forme numérique afin de donner aux artisans l'occasion de commercialiser et de faire connaître leurs produits», soulignant également «la nécessité d'améliorer la qualité de l'artisanat en incluant des conceptions modernes tout en préservant leur authenticité», mettant l'accent sur la nécessité «d'améliorer et de promouvoir le niveau de la formation pour atteindre la qualité». A travers ce Salon, les plus importants produits de l'artisanat seront présentés, notamment les tenues traditionnelles, la céramique artistique, la poterie, l'industrie du bois, le cuir artistique, le tissage, les tapis, la vannerie, ainsi que le fer forgé et le cuivre, les bijoux, les différents plats traditionnels et les produits cosmétiques naturels.

## OUARGLA:

### La créativité plus forte que le handicap

Avoir un handicap ne signifie pas être incapable d'être créatif. La volonté, la beauté et la force viennent de l'intérieur, c'est ce que les sœurs Ziane de Oum Raneb l'ont admirablement prouvé. Halima et Zineb, non-voyantes habitent une localité précaire en plein désert d'Ouargla, elles transforment les feuilles de palmiers, avec leurs doigts, en véritables chefs-d'œuvre, concurrençant les produits industriels importés en termes de précision et de finition. Elles sont considérées comme des reines de la vannerie. Couffins, corbeilles de rangement, coffrets, sets de table et d'autres articles, magnifiquement et minutieusement confectionnés sont exposés dans un coin d'une chambre adjacente à leur maison.

**Halima et zineb, non-voyantes, excellent dans la vannerie**

Dans ce petit local en pleine palmeraie au village d'Oum Raneb à des dizaines de kilomètres d'Ouargla, toutes les merveilles en Saaf (feuilles de palmier) y

sont exposées. Bien que cette matière végétale nécessite des mains agiles et résistantes, avec leurs petites mains, les feuilles de palmier séchées sont travaillées pour donner naissance à de merveilleux objets en vannerie. Les ciseleuses de «saaf» Aïcha, leur troisième sœur qui s'occupe du marketing et de la vente, explique que de nombreuses touches modernes ont été introduites dans la production du Saaf, dans une nouvelle vision qui cherche à le développer et à l'adapter aux exigences de l'époque, en intégrant les couleurs et en s'appuyant sur leur gradation et leur cohérence pour attirer les clients, et la fabrication de nouvelles formes plus demandées, comme les coffrets, sacs à main, lampes, boîtes à bijoux, plateaux, corbeilles de rangement et boîtes rondes. Par amour à ce métier traditionnel ancestral qu'elles ont appris et maîtriser, ces «sœurs vannières» rêvent de créer un atelier de fabrication du Saaf, et à étendre leur

production tout en employant une main-d'œuvre locale afin de faire profiter d'autres familles de cette industrie artisanale qui n'est pas seulement une source de revenus, mais un héritage précieux des ancêtres, pour assurer sa pérennité surtout dans cette zone reculée où le travail des femmes rurales constitue une véritable subvention aux revenus familiaux. En raison de leur handicap et de leur pauvreté, ces artisanes étaient soumises à une forte exploitation par certains opportunistes qui achetaient leurs produits à bas prix et les revendaient à des prix très élevés dans des expositions et aux touristes. Ces dernières n'ont bénéficié d'aucune aide ou soutien de la part des responsables du secteur à Ouargla. Malgré leurs conditions de travail elles s'efforcent de fabriquer des choses de la plus haute magnificence. Mais en raison de l'éloignement de la ville et du manque de transport, elles ont trouvé des difficultés dans l'écroulement de leurs produits.

## TIZI-OUZOU :

### Prévention contre les dangers du monoxyde de carbone

Après les établissements scolaires et les centres de formation et d'enseignement professionnels, la Protection civile à Tizi-Ouzou investit les cités et résidences universitaires dans le cadre d'une campagne de prévention contre les dangers du monoxyde de carbone. Près de 80 sorties de sensibilisation ont été déjà effectuées par ses différentes unités au sein des établissements scolaires et universitaires et des placettes publiques. «Il faut se prémunir contre le gaz qui émane des appareils de chauffage, chauffe-eaux défectueux et de canalisations d'aération et d'évacuation obturées. Nous expliquons les gestes à faire pour détecter toute défectuosité d'appareils qui existent ou à installer», explique le capitaine Kamel Bouchakour, chargé de communication de la direction locale de la Protection civile.

«Nous effectuons des démonstrations d'utilisation d'un extincteur et les actions à mettre en place lors d'un incendie et les gestes à accomplir lors d'un séisme.» Evoquant le bilan des interventions effectuées l'hiver dernier, notre interlocuteur a fait état de 13 interventions qui ont permis de sauver 27 personnes. Trois personnes de sexe masculin (un homme de 76 ans à Azeffoun et un père de 32 ans et son fils de 3 ans à Beni Aïssi) ont perdu la vie», ajoute-t-il. Au passage, il lance un appel à la population pour faire vérifier tout appareil par des spécialistes en la matière. «Sonelgaz met, à titre gracieux ses techniciens pour la vérification des installations intérieures gaz à la disposition de ses clients à travers le numéro 3303», poursuit-il, non sans suggérer aux citoyens d'installer un détecteur de fuite de gaz.

La Sonelgaz vient, elle aussi, de lancer une campagne nationale de sensibilisation contre les risques liés à la mauvaise utilisation du gaz naturel et de vérification des installations intérieures gaz, en collaboration avec le ministère des Affaires religieuses, la Protection civile, le mouvement associatif, les représentants de la société civile et les institutions publiques. Dans un communiqué, elle indique que la campagne qui s'étalera jusqu'au mois d'avril 2023 est devenue au fil des ans un rendez-vous de prévention incontournable, dont l'importance se fait sentir avec l'accroissement du taux de pénétration du gaz qui avoisine 93%. Le raccordement des zones d'ombre au réseau de distribution de gaz compte désormais 293.412 abonnés», y lit-on.

## SAISON TOURISTIQUE A GHARDAÏA : La gendarmerie sur tous les fronts

Le groupement territorial de la gendarmerie nationale a mis en place, dans la région du Mzab, en prévision des fêtes de fin d'année, un plan spécial pour la sécurisation de la saison du tourisme saharien, lancée en octobre dernier. Destination de renommée nationale et internationale, la région de Ghardaïa attire, chaque année, des touristes nationaux et étrangers. «Même durant la pandémie de la Covid-19», confie Slimane Fekhar, un guide touristique. «Il y a une affluente de visiteurs qui viennent d'Amérique, d'Espagne et d'autres pays et la présence des gendarmes nous rassure», dit-il. C'est aussi l'avis d'un groupe de touristes polonais tombés sous le charme de la région dès leur arrivée. Le nombre de touristes ne cesse d'ailleurs d'augmenter. De 59.595 nationaux et 1.131 étrangers en 2021, il est passé respectivement à 36.463 et 1.255 pendant les neuf mois de 2022, avec une augmentation estimée à 8,42% pour les étrangers qui séjournent plus nombreux à la fin de l'année. Pour rassurer ces invités, les gendarmes font généralement des rondes sur la place du marché de Ghardaïa très prisé des touristes. Sous les arcades, de nombreux artisans vendent divers produits (dattes, tissus, bijoux, poteries, tapis...). Lors de l'opération menée et dirigée d'une

main de fer par le commandant du groupement de la gendarmerie nationale à Ghardaïa, le colonel Abdelwahed Naceri, les dispositifs statico-dynamiques de la gendarmerie nationale sont appuyés par des sections de sécurité et d'intervention et des groupes cynophiles pour la sécurisation et la surveillance des zones à forte concentration de touristes surtout les lieux isolés comme les petites et étroites ruelles susceptibles d'attirer des délinquants. A la fin de la journée, une opération coup de poing a été conduite par des éléments de la gendarmerie nationale et de la sûreté nationale dans les quartiers de Zegag, Korti, Theniet El Makhzen et les cités Beni Isguen et Sidi Abaz. Lutte contre la drogue Les éléments du groupement territorial de Ghardaïa ont, par ailleurs, organisé, mercredi dernier, une sortie au CFPA Mohamed-Cherif-Messadia pour sensibiliser les stagiaires sur les dangers des stupéfiants et des psychotropes sur la santé, la société et la famille. Selon le commandant Samir Zouaoui, chef de bureau régional de la communication au commandement régional, «des risques sanitaires – dépression respiratoire, intoxication, contamination, surdose, vulnérabilité psychique ou physique – sont associés à la consommation de drogues».

## TLEMCEN:

### Exposition internationale de l'enluminure et de la miniature

Plusieurs artistes algériens et étrangers prennent part à une exposition collective sur l'enluminure et la miniature organisée dans le cadre de la 12e édition du Festival culturel international de la miniature et de l'enluminure qui se tient à Tlemcen depuis le 19 novembre. Des dizaines de tableaux artistiques, de différents formats, signés par des artistes talentueux nationaux et étrangers issus de plusieurs pays (Turquie, Iran, Afghanistan, Inde, Pakistan...etc), et représentant plusieurs écoles d'art islamique, y sont exposés. Le miniaturiste iranien Mohsen Aghamiri, a participé à l'exposition avec sept toiles traitant de concepts religieux et philosophiques. L'artiste qui compte une expérience de 34 ans dans ce domaine a participé à une conférence, organisée dans le cadre du festival, sur les Grandes écoles de l'enluminure et de la miniature dans le monde musulman et présenté à l'occasion l'Ecole perse à laquelle il appartient et animé plusieurs ateliers. Aghamiri a exprimé sa grande joie de participer à ce festival, se disant impressionné par les jeunes talents algériens qu'il a encadrés lors de cette manifestation. Parmi les artistes participant à cette exposition Mohammad Yunus Jami (Afghanistan) spécialisé dans l'enluminure timouride et le style

kufi (calligraphie arabe), dont les œuvres reflètent l'école timouride, principalement le mouvement artistique de Kamaledin Behzad, comptant parmi les icônes de la miniature perse. L'école timouride était un "cercle de savoir" qui regroupait des artistes alliant l'art et la littérature notamment la poésie, dira l'artiste Jami, qui pratique cet art depuis 14 ans. L'artiste algérien, Ahmed Khalili de Skikda participe à cette exposition avec deux toiles. La première, intitulée "Harraga", raconte le phénomène de l'immigration clandestine et la seconde, intitulée "Concert de musique", traite de la vie sociale, culturelle et artistique à la Casbah d'Alger. Khalili, qui est membre du jury du Concours international, est l'un des plus grands miniaturistes contemporains en Algérie. Il a participé à de nombreuses manifestations nationales et internationales et a décroché de nombreux prix. Entre autres artistes ayant participé à cette exposition figurent Bouguerra Toubia Amina, Boukoffa Ikram, Guermi Malika d'Algérie, Jahangir Ashurov d'Ouzbékistan et Rahmat Bano de l'Inde. La 12e édition du Festival international de la miniature et de l'enluminure prendra fin jeudi par la remise des prix aux lauréats du Concours international du festival. (APS)

## La Rédaction Recrute...

**Le quotidien national d'information culturelle « ED Diwan » recrute un journaliste confirmé (En Langue Française) pour participer au renforcement de sa rédaction.**

**\*Profil souhaité :**

**-Bonne expression écrite et orale, bonne capacité d'analyse, et maîtrise de la langue Française.**  
**-Bosseur et dynamique et extrêmement disponible.**  
**Pour tout contact veuillez vous rapprocher de la rédaction du journal en envoyant votre CV complet à l'adresse électronique suivante :**  
**eddiwan.arabe@gmail.com**  
**infofilo63@gmail.com**

# Le ministre de la Santé reçoit les membres du Syndicat algérien des paramédicaux

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi, a reçu les membres du Syndicat algérien des paramédicaux (SAP), dans le cadre du dialogue avec les partenaires sociaux que l'administration centrale a réactivé, conformément au contenu de la nouvelle feuille de route du secteur, à savoir le plan d'activités au profit du malade, a indiqué vendredi un communiqué du ministère.

Lors de cette rencontre qui s'est déroulée, jeudi, le ministre a fait part de sa "volonté de résoudre les problèmes soulevés par le SAP", ajoutant que ses services procéderont à leur examen, à "même de servir la situation socio-professionnelle" des personnels du secteur, en général, et du paramédical en particulier. A l'occasion, M. Saihi a réaffirmé "la nécessité d'adopter le principe du dialogue comme mécanisme pour résoudre les problèmes au niveau des établissements de santé", appelant les directeurs des Directions de la santé et de la population (DSP) des wilayas et les directeurs des établissements sanitaires relevant



de ces directions, à la nécessité de "travailler selon ce principe, en vue de développer le secteur de la santé, d'autant plus que le dialogue se veut l'outil essentiel pour résoudre tous les problèmes et le cadre idoine pour une prise en charge optimale de toutes les revendications des personnels du secteur". Dans le même cadre, ajoute le communiqué, le même responsable s'est engagé à "concrétiser les revendications soulevées en applanissant toutes les difficultés qui constituent un obstacle, par l'intégration d'un nombre de ces revendications dans le statut qui se trouve dans sa dernière étape, comme l'octroi de la place méritée

aux paramédicaux, à travers la création de nouveaux grades". Le ministre a également mis en avant le "grand" rôle que jouent les staffs paramédicaux en matière d'amélioration de la performance des établissements de santé. De son côté, le président du SAP, Ghachi Lounès a salué la décision de "réactiver le mécanisme de dialogue entre la tutelle et les syndicats, en vue d'examiner les revendications soulevées par les personnels du secteur, mettant en avant l'importance de reconnaître et d'admettre "le rôle qualitatif" que jouent les staffs paramédicaux dans l'assistance aux médecins et aux chefs de service de la santé dans leur travail quotidien.

## Le ministre de la Santé reçoit les membres du SNAPSY

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi, a reçu mardi les membres du Syndicat national algérien des psychologues (SNAPSY), dans le cadre de la poursuite des rencontres de concertation tenues avec le partenaire social, a indiqué, mercredi, un communiqué du ministère. "Tous les problèmes rencontrés par les professionnels de ce corps de santé" ont été évoqués lors de cette rencontre au cours de laquelle le président du SNAPSY, Khaled Keddad a passé en revue "les

préoccupations des psychologues, notamment en ce qui concerne la révision du statut particulier de la profession pour être au diapason des nouvelles données et approches". M. Keddad a plaidé, dans ce sens, pour "l'amélioration des conditions de travail, du recrutement et de la formation continue dont la formation à distance", outre l'association de cette catégorie aux conseils consultatifs. Après avoir écouté l'exposé présenté par M. Keddad, le ministre a re-

connu "la justesse de ces revendications", réaffirmant sa détermination "à œuvrer ensemble pour le règlement des problèmes en suspens, en tenant compte des points soulevés dans l'élaboration du statut particulier des psychologues", ajoute le communiqué. "Les statuts particuliers du personnel de la santé de 2008 ne répondent plus aux besoins et exigences des travailleurs", a-t-il dit, affirmant l'importance de "prendre en charge toutes les questions et préoccupations

soulevées par les différents partenaires sociaux". M. Saihi a préconisé, en outre, d'investir dans l'élément humain à travers l'adoption de "nouvelles méthodes", soulignant l'importance de la formation continue de tous les corps. Le ministre s'est dit satisfait de cette rencontre, proposant l'organisation de rencontres de concertation périodiques pour l'examen et le suivi de toutes les propositions dans la transparence, conclut le communiqué.

## CORONAVIRUS: Sept (7) nouveaux cas et aucun décès

Sept (7) nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19) et 4 guérisons ont été enregistrés, alors qu'aucun décès n'a été déploré ces dernières 24 heures en Algérie, a indiqué vendredi le ministère de la Santé dans un communiqué. Le total des cas confirmés s'établit ainsi à 271057 cas, celui des décès reste inchangé (6881), alors que le

nombre total des patients guéris passe à 182547 cas. Par ailleurs, aucun patient n'est actuellement en soins intensifs, note la même source. Le ministère de la Santé a rappelé, par la même occasion, la nécessité de maintenir la vigilance, en respectant les règles d'hygiène, la distanciation physique et le port du masque.

## CANCER: Plus de 47.000 nouveaux cas en 2019



La présidente du Registre national du Cancer à l'Institut national de santé publique, Pr. Doudja Hamouda, a affirmé mercredi à Alger que plus de 47.000 nouveaux cas de cancer ont été enregistrés au niveau national en 2019. Le Registre national a rapporté seulement les résultats de 2019, car 2020 et 2021 ont été marquées par la propagation du Covid-19 ce qui a paralysé les différentes activités sanitaires ainsi que la baisse du nombre de cancéreux qui font des dépistages, en cette période, a expliqué la responsable lors de la rencontre annuelle du Réseau national des registres du cancer. D'après la Pr Hamouda, "le cancer est un mal qui ronge tous les pays pour plusieurs raisons, en tête desquels la vieillesse, le changement de mode de vie, la sédentarité, le tabagisme, l'alcool et bien d'autres facteurs comme la pollution". Quant à l'évolution de cette mala-

die en Algérie, la spécialiste a souligné que "le taux de prévalence est passé de 112 cas pour chaque 100.000 habitants en 2017 à 96,3/100.000 habitants en 2018. En 2019 la moyenne a touché les 126/100.000 habitants". Cinq (5) types de cancer sont les plus propagés en Algérie à savoir le cancer du sein, colorectal, des poumons, de la prostate et de la thyroïde. Cette augmentation du nombre de cas est due au dépistage précoce qui contribue à la réduction du taux de mortalité et garantit une bonne prise en charge du cancer, selon Mme Hamouda. La responsable a mis en avant "l'importance de prendre des mesures d'urgence à l'avenir pour éviter l'instabilité des ressources humaines chargées du registre et améliorer les conditions de prise en charge des patients et la qualité des données, outre la numérisation de la gestion au centres de lutte contre le cancer".

## LUTTE CONTRE LA VIOLENCE A L'EGARD DES FEMMES : Un combat permanent



La violence à l'égard des femmes relève de l'atteinte aux droits de l'homme. Elle revêt différentes formes, domestique, le viol, le trafic de femmes et de filles, la prostitution forcée, la violence dans les conflits armés, l'esclavage sexuel et les grossesses forcées, les crimes d'honneur, la violence liée à la dot, l'assassinat des petites filles, la sélection prénatale, favorable aux garçons, les mutilations génitales et autres pratiques et traditions néfastes pour les femmes. La déclaration sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes, adoptée en 1993 par l'Assemblée générale des Nations unies, at-

teste d'une reconnaissance internationale du fait que la violence à l'égard des femmes constitue une violation des droits de l'homme et une forme de discrimination à l'égard des femmes. Dans le monde, une femme sur trois a été victime de violence physique ou sexuelle, le plus souvent par un partenaire intime. La violence à l'encontre des femmes, est un grand problème de santé publique et une violation majeure des droits de la femme. Selon les estimations de l'OMS, 35% des femmes ont été exposées à des violences physiques, ne serait-ce une fois au cours de leur vie. Des violences qui,

faut-il le rappeler, entraînent des problèmes de santé physique, mentale, sexuelle, reproductive chez les victimes et peuvent accroître leur vulnérabilité au VIH. La période de confinement liée à la pandémie de la Covid-19, avec son incidence sociale et économique, a eu pour conséquence d'exposer davantage les femmes à des partenaires violents et à des facteurs de risque connus. L'engagement de l'Algérie en faveur de la lutte contre les violences faites aux femmes, à travers notamment des instruments juridiques, a toujours été salué. D'ailleurs, l'Algérie a ratifié toutes les conventions

internationales visant à lutter contre les violences à l'égard des femmes afin de répondre aux aspirations de ces dernières et à asseoir une culture et des valeurs à même de combattre toutes les formes de leur exclusion, tout en assurant leur participation au développement durable du pays. D'où l'implication et la coordination multisectorielle dans la lutte contre les violences faites aux femmes (VFF), notamment le secteur de la santé qui a un rôle important à jouer à cet égard et peut offrir des soins de santé intégrés aux femmes soumises à la violence et les orienter vers les autres services d'appui dont elles pourraient avoir besoin. L'intérêt que porte l'Algérie à la lutte contre les violences faites aux femmes se révèle dans l'article 40 de la Constitution amendée, lequel stipule «la protection de la femme de toutes les formes de violence, et ce, en tous espaces et circonstances». L'Algérie a adopté la majorité des textes internationaux y afférents, à savoir la Convention de lutte contre toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, le Traité relatif aux droits politiques des femmes ainsi que le Protocole de la femme en Afrique, relevant de la Charte africaine relative aux droits des femmes et au travail. L'Algérie combat ce type d'actes, en accordant la priorité à la prévention et la protection ciblée et adaptée.

« UNE ARMÉE D'ORPHELINS » :

# Les ravages du sida en Afrique du Sud

Bien que l'épidémie de VIH soit stabilisée, le pays compte encore 13,7 % de séropositifs, l'un des taux les plus élevés au monde. D'abord son père, sa mère l'année suivante : le sida a privé Ndumiso Gamede de ses parents coup sur coup, comme nombre de Sud-Africains au milieu des années 2000.

Les traitements ont depuis stabilisé la crise, mais les effets de cette « génération perdue » se font encore sentir. Devenu rappeur, le jeune homme de 28 ans, qui a dû élever ses petits frères dès ses 13 ans, montre des photos de ses parents accrochés à un mur faiblement éclairé du garage où il vit dans le township pauvre de Vosloorus, à une trentaine de kilomètres de Johannesburg. « Ils étaient tous les deux séropositifs, leur mort m'a presque anéanti », confie-t-il à l'AFP, regrettant n'avoir « eu personne » pour le guider à l'adolescence. Il a échappé à la drogue, à la délinquance, il dit que la musique l'a sauvé.

## Docteur Betterave

A quelques jours de la Journée mondiale de lutte contre le sida, le 1er décembre, l'Afrique du Sud compte encore 13,7 % de séropositifs. L'un des taux les plus élevés au monde. Mais plus de 5,4 millions, sur un total estimé à 8,2 millions de personnes infectées, prennent des antirétroviraux, soit l'un des plus importants programmes de traitement du VIH au monde, qui a permis de réduire spectaculairement la mortalité. « Le nombre d'enfants orphelins du sida a diminué » en conséquence, rappelle Agnes Mokoto, qui dirige au Cap un programme dédié au sein de l'ONG Networking HIV. Ils sont passés de 1,9 million en 2009 à 960 000 en 2021, selon l'Onusida. L'écart dans la pyramide des âges dû à l'épidémie a créé une génération perdue, notamment de jeunes parents. « Dans les jours sombres du début du millénaire, les gens mouraient en masse, cela a créé une armée d'orphelins », résume la médecin Linda-Gail Bekker, de la Fondation Desmond-Tutu pour le VIH. Les parents de Ndumiso ont disparu au plus fort du fléau, il y a une quinzaine d'années. A cette époque-là, l'infection s'est propagée d'autant plus rapidement que le président de l'époque, Thabo Mbeki, ne reconnaissait pas la crise,



retardant le déploiement massif des antirétroviraux. Plus de 330 000 vies ont ainsi été perdues, liées aux erreurs de gestion de M. Mbeki et de sa ministre de la santé, surnommée « Docteur Betterave », car elle recommandait des décoctions avec du citron comme remède, arguant une étude de l'université de Harvard.

## Stigmatisation

Malgré les progrès, le gouvernement sud-africain « reste préoccupé par les taux élevés d'infection », surtout « chez les adolescentes et les jeunes femmes », a récemment souligné le vice-président David Mabuza. Les « relations sexuelles transactionnelles » avec des hommes plus âgés, surnommés « sugar daddies » ou « bles-sers », sont largement responsables de cette propagation, alimentée par un chômage très élevé (33,9 %). Et la stigmatisation de ces femmes empêche souvent « une prise en charge sanitaire satisfaisante », affirme Si-

bongile Tshabalala, présidente de Treatment Action Campaign, évoquant des infirmières culpabilisant celles qui demandent des préservatifs ou veulent se faire tester. Le tabou ou la gêne autour du sida a aussi isolé la fratrie du jeune musicien. Au décès de leurs parents, la famille maternelle leur « a tourné le dos, ils ne voulaient pas savoir (...) ce qui nous manquait », se souvient le jeune homme longiligne. Les voisins leur ont donné à manger. Ndumiso a trouvé un boulot dans un fast-food mais sa paie n'était « pas suffisante ». Les deux petits frères, dont un a été toxicomane, vivent aujourd'hui dans des cabanes de fortune tout près. C'est aussi la stigmatisation qui a empêché ses parents de se soigner correctement. Il fallait se cacher. « S'ils avaient bien pris leur traitement, l'un d'entre eux serait encore vivant », veut croire le rappeur.

## « Pas de papiers d'identité »

D'autres orphelins du sida doivent aussi se battre pour obtenir des papiers. Nonhlanhla Mazaleni, qui gère un refuge dans l'ouest de Johannesburg, dit s'occuper de « 21 jeunes qui vivent avec le VIH et n'ont pas de papiers d'identité » parce qu'ils ont été abandonnés par leur famille élargie. « J'ai un petit, aveugle, que nous avons accueilli à l'âge de 2 ans. Il en a maintenant 24, pas de boulot, et ne peut pas réclamer d'aides sociales car il n'a pas de papiers », illustre-t-elle. Ndumiso est papa depuis peu. Un berceau gris est à côté de son lit, un matelas en mousse posé au sol. Il montre avec fierté à l'AFP son dernier clip sur son ordinateur, battant la mesure avec la tête. Il cherche aussi du travail, mais sans diplôme, c'est compliqué. Si le sida n'avait pas tué son père, il aurait « eu des opportunités », veut croire le jeune homme mélancolique. « La vie ne serait pas comme ça ».

## COVID-19 :

**Le gouvernement attend deux avis avant de se prononcer sur les soignants non vaccinés**

Le ministre de la Santé, François Braun, se prononcera sur cette question lorsqu'il aura reçu les avis de la Haute autorité de Santé et du Comité consultatif national d'éthique, a-t-il indiqué dimanche au Grand jury. Le gouvernement va-t-il ou non réintégrer les soignants non vaccinés contre le Covid-19 ? Le ministre de la Santé, François Braun, se prononcera sur cette question lorsqu'il aura reçu les avis de la Haute autorité de Santé et du Comité consultatif national d'éthique, a-t-il indiqué dimanche au Grand jury RTL-LCI-Le Figaro. « Le problème des soignants non vaccinés est à deux niveaux », a expliqué le ministre, qui était interrogé sur cette option face à la pénurie de soignants dans les hôpitaux. « Il est d'abord à un niveau de sécurité sanitaire : accepte-t-on que des gens qui ne sont pas suffisamment protégés soient à proximité des gens les plus fragiles ? », s'est-il interrogé, rappelant qu'« on meurt encore du Covid en France tous les jours ».

## Plus autorisés consultées

Et par ailleurs, « il y a un problème d'éthique », a-t-il ajouté, notamment par rapport aux soignants qui ont joué le jeu au plus fort de la crise Covid et qui ont « tenu la ligne ». Pour répondre à la question, « j'ai saisi la Haute autorité de Santé qui doit me donner un avis en début d'année sur les vaccins obligatoires d'une façon générale », et « j'ai saisi également le Comité consultatif national d'éthique qui me rendra aussi un avis » sur le sujet, a-t-il dit. « Je prendrai ma décision une fois que j'aurai ces deux avis ». Quant au nombre de soignants dont il s'agit, cela concerne « très peu de médecins » et « 1.050 infirmiers, c'est le chiffre qui m'a été donné par le président de l'Ordre des infirmiers, sur 300.000 » environ, a rappelé le ministre, estimant que leur réintégration ou non aurait peu d'incidence sur la problématique de la pénurie de soignants.

## Au Royaume-Uni, une grève historique des infirmières, dont le salaire réel a baissé de 20 % depuis 2010

La grève aura lieu les 15 et 20 décembre, un mouvement inédit en 106 ans. Le gouvernement reconnaît que « c'est une période difficile », mais refuse de répondre aux demandes. Les infirmières britanniques vont se mettre en grève les 15 et 20 décembre, un mouvement inédit en 106 ans, illustrant la gravité de la crise sociale au Royaume-Uni avec des débrayages dans de nombreux secteurs, qui n'avaient pas été vus depuis des décennies. « Les infirmières en ont assez », a résumé Pat Cullen, la secrétaire générale du syndicat Royal College of Nurses (RCN). « Assez des bas salaires, (...) assez de ne pas pouvoir donner aux patients les soins qu'ils méritent. » Le personnel avait voté le 9 novembre en faveur de cette grève inédite dans l'histoire du RCN, créé il y a cent six ans. Ce syndicat a annoncé vendredi 25 novembre deux jours d'action les 15 et 20 décembre après « le rejet de négociations de la part du gouvernement ». Selon des estimations, le salaire réel des infirmières a chuté de 20 % depuis 2010, notamment en raison de l'actuelle crise du coût de la vie, avec une inflation supérieure à 11 %. Le salaire annuel d'une infirmière débutante est de 27 000 livres bruts (31 400 euros). Mais pour le ministre de la santé, Stephen Bar-



clay, « c'est une période difficile pour tout le monde » et le gouvernement ne peut pas répondre aux demandes « inabondables » du RCN, qui « représentent une augmentation salariale de 19,2 % ».

## Sept millions de personnes attendent d'être soignées

Un hôpital sur quatre a mis en place des banques alimentaires pour soutenir le personnel, selon NHS Providers, qui représente les groupes hospitaliers en Angleterre. « On est épuisés. On en a marre. On a besoin

d'une augmentation pour vivre », dit à l'Agence France-Presse (AFP) Ameera, une infirmière dans un hôpital londonien qui a voté la grève. Des infirmières s'opposent à la grève, craignant que la mobilisation nuise aux patients. Mais pour Ameera, qui n'a pas souhaité donner son nom, « c'est le gouvernement britannique qui joue avec la santé des patients en n'augmentant pas les salaires ». Elle raconte le Covid-19, ses collègues qui y ont perdu la vie. « Et pourquoi ? Simplement pour

que le gouvernement et le monde nous applaudissent ? » Cette grève survient alors que le système de santé public (NHS), sous-financé depuis des années, est plongé dans une grave crise. Le gouvernement a annoncé une augmentation du budget du NHS de 3,3 milliards de livres l'an prochain et l'année suivante. Selon le Royal College of Nurses, en Angleterre, 47 000 postes d'infirmières ne sont pas pourvus. L'an dernier, 25 000 infirmières ou sages-femmes qui travaillaient dans le public ont claqué la porte. « Les mauvaises rémunérations contribuent à la pénurie de personnel dans tout le Royaume-Uni, ce qui affecte la sécurité des patients », dénonce le syndicat. Plus de 7 millions de personnes attendent de recevoir un traitement dans les hôpitaux anglais, un niveau record.

## Avocats, postiers, enseignants...

Le mouvement social ne frappe pas uniquement le secteur de la santé. De nombreux autres employés des secteurs public et privé, des avocats au personnel au sol des aéroports, ont également fait grève cette année. En Ecosse, les enseignants étaient en grève jeudi 24 novembre pour réclamer des augmentations. Des salariés des universités ont également arrêté de travailler jeudi et vendredi,

un mouvement qui a touché environ 2,5 millions d'étudiants. Les postiers ont prolongé leur mouvement de grève jusqu'à 2023, ce qui pourrait affecter la distribution du courrier et des colis pendant la période des fêtes de fin d'année. Les transports sont également concernés. Le métro londonien a été paralysé par un mouvement très suivi le 10 novembre. Les cheminots ont annoncé plusieurs journées d'action d'ici à la fin de l'année et la première semaine de janvier. Des fonctionnaires ont eux aussi annoncé un mouvement social. « Les dernières grandes grèves remontent aux années 1970 et 1980, mais elles touchaient alors principalement le secteur privé et l'industrie. Là, c'est surtout le secteur public », a expliqué à l'AFP Pippa Catterall, professeure d'histoire à l'université de Westminster, elle-même gréviste. « Les gens sont sous pression depuis longtemps. Ce n'est pas seulement les salaires, mais aussi la charge de travail. Nous ne voyons pas comment les choses peuvent changer à part en se mettant en grève », a-t-elle poursuivi. Et avec une inflation record, « les gens sont de plus en plus irrités par les mesures cosmétiques annoncées par les employeurs et le gouvernement ».



# PROTECTION DES PERSONNES HANDICAPÉES : La révision de la loi bientôt devant le parlement

**La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaouter Krikou a affirmé, ce jeudi à Alger, que le projet de révision de la loi relative à la protection et à la promotion des personnes handicapées, en cours d'élaboration, serait présenté prochainement au Parlement.**

Lors d'une plénière de l'Assemblée populaire nationale (APN) consacrée aux questions orales, Mme Krikou a indiqué que le projet de révision de la loi 02/09 du 8 mai 2002, relative à la protection et à la promotion des personnes handicapées, en cours d'élaboration au niveau du ministère, serait présenté « prochainement » au Parlement. Le projet en question est élaboré, a-t-elle précisé, en coordination avec les différentes parties prenantes parmi les instances, les secteurs et les associations du domaine, avec l'implication des comités consultatifs sous tutelle, le but étant de promulguer une loi « homogène ». Elle a passé en revue, par la même occasion, les programmes initiés et les mesures prises par le secteur pour répondre aux besoins de cette catégorie sociale, tout en respectant la nature et le taux de handicap, citant, à titre d'exemple, les mesures de prise en charge pédagogique et les procédures d'insertion sociale. Mme Krikou a expliqué que la politique du secteur était axée sur l'aspect psychopédagogique, suivant la nature du handicap (moteur, physique et/ou mental) au niveau des 238 établissements spécialisés, en prévoyant des programmes d'aide à l'insertion professionnelle avec l'im-



plication de nombre de secteurs. A ce propos, la ministre a rappelé les efforts de l'État en matière de prise en charge des personnes en situation de handicap, notamment dans les secteurs de l'Éducation et de la Santé, outre les procédures liées à l'allocation aux personnes aux besoins spécifiques, l'Allocation forfaitaire de solidarité (AFS) et la couverture sociale. Aussi, a-t-elle évoqué la stra-

tégie adoptée par le secteur de la Solidarité nationale visant l'insertion des personnes handicapées dans la vie socioéconomique en fonction de leurs aptitudes physiques, moteurs et leurs capacités, ainsi que la politique d'aide et d'accompagnement destinée aux catégories vulnérables, dont les personnes handicapées. A ce propos, Mme Krikou a souligné que cette stratégie appuyait les initiatives

créatrices d'activités à même d'encourager les personnes handicapées à aller vers des emplois indépendants, à travers la création de micro-activités, précisant que 1.500 microprojets avaient été consacrés en 2020 à des métiers compatibles avec leurs aptitudes. Le secteur, selon Mme Krikou, prend en charge également les enfants autistes notamment au niveau des centres psychopédagogiques, avec des programmes d'accompagnement en vue d'assurer et faciliter leur intégration en société. Par ailleurs, la ministre a mis en exergue les mesures, les procédures et les programmes nationaux mis en place en matière de protection des personnes âgées pour assurer leur confort social, sanitaire et psychologique, rappelant la loi 10-12 du 29 décembre 2010 relative à la protection de cette catégorie, laquelle a donné lieu à des textes réglementaires ayant renforcé les dispositions et les services sociaux. Elle a affirmé que le secteur de la solidarité nationale a enregistré un recul du nombre de pensionnaires des centres d'accueil pour personnes âgées dans l'ensemble du territoire, grâce au travail des services de médiation familiale et sociale au niveau des directions de l'action sociale et de la solidarité (DASS).

## GAZ NATUREL : Une opération de contrôle gratuit des installations internes

La direction de distribution de l'électricité et du gaz d'El-Harrach (Alger) a exprimé sa disposition à recevoir les préoccupations et les demandes de ses clients, dans le cadre d'une opération de contrôle gratuit des installations internes de gaz lancée par la Sonelgaz au début de l'année, a indiqué ce jeudi un communiqué de la société. La direction régionale relevant du groupe Sonelgaz-Distribution a informé ses clients de sa disposition à recevoir leurs préoccupations et leurs demandes concernant l'opération d'inspection technique des raccordements internes de gaz (installations internes et matériels fonctionnant au gaz naturel) », lit-on dans le communiqué. Cette opération qui a été lancée par Sonelgaz-Distribution sous la supervision du groupe Sonelgaz est « gratuite », souligne-t-on de même source. L'opération a été lancée au début de l'année en cours, la Sonelgaz étant « une entreprise citoyenne qui veille à asseoir les fondements de l'économie nationale et à éviter les risques d'une mauvaise utilisation du gaz naturel par les clients ». « Le client doit contacter le centre d'appels, le 3303, et introduire une demande en vue de s'assurer des installations et des branchements de gaz, afin que la demande d'intervention soit envoyée à l'administration technique », précise la même source. Il s'agit, affirme la direction régionale, du contrôle des contraventions apparentes, de l'exiguité des installations et des branchements internes du gaz naturel, y compris le regroupement de toutes les installations en vue de brancher les compteurs fonctionnant au gaz naturel, tout en focalisant sur l'aspect de la sécurité, à savoir que les installations et les raccordements internes sont la propriété du client. Pour la direction, « cette opération de soutien et d'assistance ne peut d'aucune manière engager la responsabilité de la société de distribution ou de ses équipes. Toutefois, toute contravention grave constatée auprès du client et considérée comme un danger qui pourrait entraîner un accident imminent, « doit faire l'objet de coupure d'approvisionnement en gaz naturel jusqu'à élimination du danger ». La même direction a indiqué être à la disposition de son aimable clientèle, à travers ses 5 agences commerciales et met à sa disposition, le numéro du centre d'appels, le 3303, qui reçoit leurs appels 7/7 et 24h/24, conclut la même source.

## SELON DES AGENCES DES NATIONS UNIES : Chaque heure, 5 femmes ou filles tuées par un membre de leur entourage en 2021



Chaque heure, plus de cinq femmes ou filles en moyenne, ont été tuées par un membre de leur propre entourage en 2021, selon une nouvelle étude publiée mercredi par deux agences des Nations unies, à la veille de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, commémorée le 25 novembre de chaque année. Ce rapport d'ONU Femmes et de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC) affirme que ces chiffres sont « un brutal rappel du fait que la violence à l'égard des femmes et des filles constitue l'une des atteintes les plus fréquentes aux droits de la personne dans le monde ». Dans un message à cette occasion, le Secrétaire général de l'ONU,

Antonio Guterres, a observé que « cette discrimination, cette violence et ces abus visant la moitié de l'humanité ont un coût élevé ». « Cela limite la participation des femmes et des filles dans tous les domaines de la vie, nie leurs droits et libertés fondamentaux et bloque la reprise économique égale et la croissance durable dont notre monde a besoin », a-t-il ajouté. Pour le chef de l'ONU, une « action transformatrice » est nécessaire pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes et des filles. Il a encouragé les gouvernements à concevoir, financer et mettre en œuvre des plans d'action nationaux pour lutter contre ce fléau. « J'appelle les gouvernements à augmenter de 50% le financement des organisa-

tions et mouvements de défense des droits des femmes d'ici 2026 », a-t-il déclaré. D'après le rapport d'ONU Femmes et d'ONUDC, sur l'ensemble des femmes et des filles tuées intentionnellement l'année dernière, environ 56% l'ont été par un conjoint ou un autre membre de leur famille (45.000 sur 81.000). Comparativement, seulement 11% des homicides contre des hommes sont perpétrés dans la sphère privée. Les chiffres de cette année montrent également qu'au cours de la dernière décennie, le nombre total de femmes et de filles tuées intentionnellement n'a guère changé, soulignant ainsi l'urgence qui s'attache à prévenir ce fléau et à y faire face par des actions plus affirmées.

## GRIPPE SAISONNIÈRE : Des menaces à ne pas prendre à la légère

La baisse des températures favorise la réapparition des maladies respiratoires. Les praticiens de la santé rappellent à chaque occasion l'importance de vaccination anti-grippale. Cette dernière réduit les effets de la grippe saisonnière, notamment pour les sujets souffrant de maladies chroniques, les immunodéprimés, les femmes enceintes, les personnes âgées de plus de 65 et les enfants de moins de deux ans. Le Dr Faouzi Derrar, directeur général de l'Institut Pasteur d'Algérie (IPA), a fait savoir que toutes les données scientifiques montrent que la grippe saisonnière sera, cette année, très virulente. «La situation risque d'être compliquée, notamment pour les personnes à risque», affirme-t-il.

Selon lui, ceci en raison du recul de la pandémie de la Covid-19 vers la fin de l'année en cours. Depuis la fin de l'année 2019 et début 2021, le virus SARS-Cov2 avait dominé. Durant cette période, le virus de la grippe saisonnière et autres virus respiratoires, tel que le syncytial, circulait à bas bruit. «Après la Covid, nous avons remarqué la résurgence des virus respiratoires et au mois de décembre et début de l'année 2023, il y aura le retour en force des virus grippaux puisqu'il y a une baisse de l'immunité collective», fait-il savoir. «Nous devons fournir plus d'efforts pour convaincre les personnes réticentes à se faire vacciner», ajoute-t-il. Selon lui, cette vaccination de masse doit se faire avant le pic qui sera enregistré à partir du mois de décembre où la courbe sera ascendante. C'est la période idéale pour se faire vacciner afin d'avoir une immunité optimale pour la saison 2023. «Il est possible de voir les virus respiratoires prendre le dessus sur le virus de la Covid-19 qui tire vers sa fin.» Selon lui, plusieurs pays sont en train de réfléchir à imposer des mesures barrières à tous les virus respiratoires. «La vaccination, a-t-il poursuivi, reste l'arme la plus puissante contre les virus respiratoires. Si nous arrivons à vacciner toutes les personnes ciblées, la circulation du virus sera moindre et par conséquent, nous éviterons les contre-coups d'une épidémie», renchérit-il. Le directeur a rappelé que «la grippe est une maladie bénigne mais cela n'empêche pas les personnes immunodéprimées de développer des formes sévères. Il faut faire la différence entre la grippe et les syndromes grippaux». «La grippe est une infection respiratoire aiguë due au virus influenza, tandis qu'un syndrome grippal peut être dû à de nombreux autres virus respiratoires qui circulent dès l'automne jusqu'à la fin de l'hiver comme le rhinovirus, le syncytial respiratoire.» Un autre point très important soulevé par le virologue, c'est l'existence de plusieurs types de virus grippaux. «Les vaccins qui sont disponibles englobent tous types de virus qui circulent et nous sommes protégés définitivement contre tous types de virus au cours de la saison. Le vaccin disponible en Algérie est quadrivalent, puisqu'il couvre les quatre types de virus, donc nous avons une protection optimale », souligne le directeur de l'Institut Pasteur. Il a tenu à préciser que le prix est le même que celui de l'année dernière. On est passé du vaccin trivalent au quadrivalent comme recommandé par l'OMS.



CHINE :

# La production de charbon en hausse de 16,1 % en juillet

La production de charbon brut de la Chine a enregistré une expansion rapide en juillet avec une hausse de 16,1 % en glissement annuel, selon les données officielles. Le pays a produit 370 millions de tonnes de charbon brut le mois dernier.

Selon le Bureau d'Etat des statistiques, la croissance en juillet était supérieure de 0,8 point de pourcentage à celle du mois précédent. Au cours des sept premiers mois de l'année, la production était en hausse de 11,5% en base annuelle pour atteindre 2,56 milliards de tonnes, a précisé le bureau. Les importations de charbon de la Chine ont atteint 138,52 millions de tonnes entre janvier et juillet, soit une baisse de 18,2% en glissement annuel. Les actifs des sociétés de contrats à terme poursuivent leur expansion durant le 1er semestre. Les sociétés de contrats à terme de la Chine ont connu une solide expansion de leurs actifs au cours de la première moitié de 2022, selon les données de l'Association des contrats à terme de Chine. Fin juin, le total des actifs des sociétés à terme de la Chine avait augmenté de 14,5% par rapport au niveau d'il y a six mois pour atteindre 1.580 milliards de yuans (environ 232,13 milliards de dollars), tandis que leurs actifs nets avaient augmenté de 8,61%, à 175,3 milliards de yuans, d'après les données, relayées par l'agence Chine-Nouvelle. Au cours des six premiers mois de l'année, les sociétés à terme ont empoché 12,17 milliards de yuans de recettes provenant des services de courtage, et 519 millions de yuans



de la gestion des actifs. Elles ont géré 1.848 produits de gestion des actifs pour un montant de 344,49

milliards de yuans. Un total de 3,05 milliards de lots ont été échangés sur le marché à terme chinois pen-

dant la période janvier-juin, pour une valeur totale de 257.480 milliards de yuans, selon l'association.

## Le métavers, une opportunité à 5000 milliards de dollars

Un rapport de McKinsey appelle entreprises et pouvoirs publics à s'intéresser dès à présent à ce qui s'annonce comme la prochaine évolution d'Internet. Les entreprises doivent se pencher dès à présent sur leur stratégie métavers si elles ne veulent pas passer à côté d'une source massive de croissance pour les décennies à venir. Tel est le principal message d'un rapport rédigé par le cabinet de conseil McKinsey autour de ce concept mis sur le devant de la scène l'an passé par Mark Zuckerberg, le fondateur de Facebook, et qui est depuis sur toutes les lèvres. «Nous pensons que le métavers a le potentiel d'être la prochaine itération d'Internet», clament les auteurs. Depuis le début de l'année 2022, plus de 120 milliards de dollars ont déjà été investis dans ce champ par des fonds et des entreprises comme Meta, Nvidia ou Microsoft. Mais de quoi parle-t-on précisément ? Le cabinet de conseil fait tomber des idées reçues sur ce concept. Accéder au métavers ne se fera pas obligatoirement via un casque de réalité virtuelle ou des lunettes de réalité augmentée. Le métavers n'est pas non plus synonyme de Web3. Il n'y aura pas «des» métavers tout comme il n'existe pas «des» Internets. Et si les jeux vidéo en ligne donnent un aperçu de ce que pourrait être ce futur Internet, les usages du métavers ne peuvent se résumer au gaming. D'après McKinsey, le métavers sera à terme composé d'une multiplicité de plateformes compatibles entre elles, et où des milliers d'internautes interagissent en temps réel. Cette transformation sera lente, mais elle est portée par des avancées technologiques comme la 5G, le edge computing, et davantage de simplicité dans la prise en main des outils de création 3D, qui remplaceront demain ceux dédiés au



développement de site web et applications mobiles.

«Trop gros pour être ignoré»

D'après le rapport, les univers virtuels pourraient générer 5000 milliards de dollars de retombées économiques au début de la prochaine décennie, soit l'équivalent du PIB du Japon. «L'internaute moyen pourrait passer plus de 6 heures par jour dans ces expériences d'ici 2030» à travers le jeu, le fitness connecté, l'e-commerce et les activités sociales, affirme

McKinsey. «Il est plausible qu'en 2030, 50% de l'évènementiel se passe dans le métavers», poursuivent les auteurs. Le secteur du commerce en ligne sera le plus touché avec un impact chiffré entre 2000 et 2600 milliards de dollars, suivi par l'apprentissage en ligne (180 à 270 milliards de dollars), la publicité (144 à 206 milliards) et le jeu vidéo (108 à 125 milliards). «Le potentiel du métavers est trop gros pour être ignoré», souligne McKinsey.

## Gazprom réduit de 15% ses livraisons à l'italien Eni pour la journée de mercredi

ace aux sanctions économiques européennes, la Russie rétorque en réduisant ses livraisons de gaz à ses clients européens. Le géant russe Gazprom, qui a baissé mardi de plus de 40% sa capacité quotidienne de livraison de gaz vers l'Allemagne, a réduit de 15% ses livraisons de gaz au groupe italien Eni pour la journée de mercredi. «Eni confirme que Gazprom lui a communiqué une réduction limitée des fournitures de gaz pour la journée d'aujourd'hui, équivalente à environ 15%», a indiqué à l'AFP un porte-parole, précisant que les «raisons de cette diminution n'ont pas été notifiées à ce stade». Les exportations de gaz russe vers l'Europe sont en baisse constante depuis le début des sanctions contre la Russie. Gazprom a interrompu ses livraisons de gaz à plusieurs clients européens ayant refusé de payer en roubles. Environ la moitié des entreprises étrangères qui ont conclu un contrat de fourniture de gaz avec Gazprom ont ouvert un compte en roubles auprès de Gazprombank pour honorer leurs paiements, avait assuré à la mi-mai le vice-Premier ministre russe Alexandre Novak, cité par Ria Novosti. Le géant énergétique italien Eni, contrôlé à 30,3% par l'État, avait ainsi ouvert un compte en euros et un autre en roubles auprès de Gazprombank afin de régler ses paiements de fourniture de gaz russe à la fin du mois de mai, se pliant ainsi aux exigences de Moscou. Le paiement a été fait en euros, selon le groupe. L'Italie est très dépendante du gaz russe car elle importe 95% du gaz qu'elle consomme, dont environ 40% provenaient de la Russie en 2021. En visite en Israël, le Premier ministre italien Mario Draghi a plaidé mardi en faveur d'une plus grande autonomie énergétique: «Nous voulons réduire notre dépendance au gaz russe», a-t-il affirmé. «Nous travaillons ensemble afin d'utiliser les ressources gazières de la Méditerranée orientale et pour développer des énergies renouvelables». De son côté, le gouvernement allemand a assuré mardi que malgré la chute de 40% des livraisons «la sécurité de l'approvisionnement (était) toujours garantie» pour le pays. En dépit de l'intervention militaire en Ukraine, l'Allemagne continue d'importer près de 35% de son gaz depuis la Russie, même si cette proportion était de 55% avant février.

## AUX ÉTATS-UNIS: Les géants de la tech vent debout contre une proposition de loi visant à réguler leurs pratiques

Les lobbys de la tech ont dépensé en un mois près de 15 millions de dollars en publicités contre ce texte. Si l'inquiétude d'une industrie se mesure à ses campagnes de lobbying, alors le secteur américain de la tech est hautement préoccupé par une proposition de loi bipartite sur le point d'être étudiée par le Sénat. D'après le Wall Street Journal, les organisations représentatives de la Silicon Valley, remontée contre ce texte, ont dépensé depuis le 1er mai près de 15 millions de dollars en publicités négatives à la télévision et sur internet. Ce montant atteint même les 36 millions de dollars si l'on remonte au début de l'année 2021, du jamais vu. Ces réclames ciblent les électeurs avec un message simple: leurs représentants s'approprient à étudier une législation qui risque de mettre fin à des services auxquels ils sont attachés. «Les politiciens de Washington préparent une loi qui pourrait mettre fin à la livraison en deux jours d'Amazon Prime et menacer notre reprise économique. Dites à vos sénateurs de ne pas casser Amazon Prime», déclare une de ces publicités. D'autres messages dénoncent...

## CHINE : La Banque centrale réduit à nouveau des taux pour soutenir l'économie

La Banque centrale chinoise a abaissé lundi deux de ses taux d'intérêt de référence, dans un contexte de fort ralentissement économique exacerbé par une crise de l'immobilier, une semaine après avoir fait de même pour plusieurs taux directeurs. Le "loan prime rate" (LPR) à un an, qui constitue la référence des taux les plus avantageux que les banques peuvent offrir aux entreprises et aux ménages, a été réduit de 3,70% à 3,65%, et celui à cinq ans, référence pour les prêts hypothécaires, a été abaissé de 4,45% à 4,3%, a annoncé la banque. Ces deux taux sont désormais à leur plus bas historique. Le LPR à un an avait été baissé la dernière fois en janvier, celui à cinq ans, en mai. La mesure est censée encourager les banques à accorder davantage de crédits à des taux plus avantageux, ce qui devrait par ricochet soutenir l'activité. Le secteur immobilier, qui avait servi de moteur à la reprise après la première vague épidémique en 2020, est en souffrance et nombre de groupes se retrouvent à court de liquidités, dont le numéro un du secteur, Evergrande. Ces difficultés viennent s'ajouter aux rebonds épidémiques de Covid-19, qui entraînent confinements, fermetures inopinées d'usines et d'entreprises, ce qui pénalise l'activité. Dans ce contexte, la Chine a dévoilé en juillet des indicateurs économiques décevants, voyant notamment sa croissance économique s'effondrer au deuxième trimestre, en hausse de seulement 0,4% sur un an. Il s'agit de la pire performance trimestrielle de son produit intérieur brut (PIB) depuis 2020. Pour soutenir son économie, Pékin avait par surprise lundi dernier déjà abaissé plusieurs de ses taux directeurs: les taux de refinancement pour les banques (Repo) à sept jours et à un an. Le gouvernement s'est fixé comme objectif cette année une hausse "d'environ 5,5%" de son PIB.

# GUERRE EN UKRAINE: Quinze morts dans un bombardement russe à Kherson...

**Quinze civils ont péri vendredi dans un bombardement russe sur Kherson, dans le sud de l'Ukraine, deux semaines après le retrait contraint des troupes russes de cette ville stratégique.**

La stratégie russe de viser les infrastructures essentielles, au moment où l'Ukraine a basculé dans des températures hivernales, est constitutive de « crimes de guerre » pour les alliés occidentaux de l'Ukraine, et qualifiée de « crime contre l'humanité » par le président ukrainien Volodymyr Zelensky. Les frappes de Moscou ont provoqué des coupures d'électricité en Ukraine et des millions de foyers sont dans le noir dans le pays.

## Les femmes et les mères de Russie

La chercheuse spécialiste de la Russie et des régimes post-soviétique Anna Colin-Lebedev propose de se pencher sur le cas des mères et des femmes russes. D'après elle, les rencontres de Vladimir Poutine avec certaines d'entre elles sont « triées » et sélectionnées avec soin et ne représentent qu'un exercice de communication bien rodé. L'intérêt de l'analyse se porte plutôt sur des groupes un peu moins visibles dans un monde médiatique extrêmement surveillé par le pouvoir. Pour en savoir plus, c'est ici :

## Dans un village ukrainien dévasté, l'hiver ajoute de la misère à la misère

Alors que les températures s'effondrent dans l'est de l'Ukraine, Serguïi Khmil n'a pas le choix : il va utiliser les innombrables caisses de munitions abandonnées par l'armée russe en retraite comme combustible cet hiver. Sans ce bois, il pense qu'il

mourra probablement de froid dans les ruines de son village de Kamyanka. « Le plus dur, c'est de trouver assez de bois coupé », explique-t-il. « Il y a une queue énorme pour obtenir du bois donné par des volontaires ». Sa maison ayant été largement détruite par les bombardements, Serguïi Khmil travaille dur pour convertir sa cuisine d'été en logement hivernal de fortune, désormais rempli de couvertures, de caisses de munitions et d'un fourneau assemblé à partir de douilles d'obus russes. « Je dois recouvrir les murs d'une autre couche d'isolant », ajoute-t-il en observant la pièce modeste qui, il l'espère, lui permettra de passer l'hiver. En mars, le village a été bombardé et mitraillé par des hélicoptères avant que l'infanterie et les chars ne prennent d'assaut la zone alors que les forces russes avançaient vers le sud depuis Izioum pendant les premiers jours de l'invasion. Après avoir occupé le secteur, les Russes se sont installés, réquisitionnant les bâtiments, pillant les maisons, volant de l'alcool et conduisant en état d'ébriété, selon les habitants.

## La semaine en quatre infographies

Chaque semaine, 20 Minutes vous propose de vous repencher sur la semaine en Ukraine avec quatre infographies représentatives. Entre les victimes du froid et des bombes, les centrales nucléaires ukrainiennes ou encore l'exportation de pétrole russe,



vous pouvez tout retrouver dans notre récap' infographies :

## L'Odyssée d'un survivant de la Shoah

Borys Shyfrin a dû fuir son pays lorsqu'il était enfant pour échapper aux nazis. Huit décennies plus tard, c'est en Allemagne que cet Ukrainien a trouvé refuge, au seuil de son existence. « Il ne me reste plus que ces affaires », soupire le vieil homme de 81 ans en désignant, dans l'armoire de sa chambre, quelques chemises offertes par des bénévoles. Cette pièce ne se trouve plus à Marioupol, sa ville d'origine dans le sud de l'Ukraine, mais à Francfort, dans l'ouest de l'Allemagne, où il est hébergé dans une maison de retraite depuis le mois de juillet. Borys Shyfrin compte

parmi ces Juifs ukrainiens, survivants de la Shoah, qui ont trouvé refuge dans le pays dont le régime hitlérien a persécuté la famille pendant la Seconde Guerre mondiale. S'il n'avait « aucune envie » de quitter Marioupol où il avait une « belle vie » avant l'invasion russe, le retraité a dû s'y résoudre durant le siège de la cité portuaire par l'armée russe, qui a fini en mai par prendre son contrôle. « Il n'y avait plus de gaz, plus d'électricité, pas d'eau non plus », raconte-t-il. Dans la ville pilonnée durant des mois, les cadavres jonchaient les rues, se souvient-il. « Il y en avait tellement... Personne ne les ramassait. Les gens s'y sont habitués - personne n'y prêtait plus attention. » Veuf, cet ancien ingénieur en radio

militaire a perdu le contact avec son fils unique depuis plusieurs années. Un rabbin et des volontaires ont finalement permis sa fuite, une odyssée terrestre l'a conduit à travers le sud de l'Ukraine, la Russie et la Biélorussie, en train et en voiture, jusqu'à Varsovie, en Pologne. Son voyage vers l'Allemagne voisine a été organisé par la Claims Conference, une organisation qui représente les victimes juives du nazisme dans les procédures d'indemnisation et les aide via des programmes sociaux.

## Des millions de foyers privés de courant

Plus de six millions de foyers ukrainiens étaient affectés par des coupures d'électricité vendredi, deux jours après des frappes massives russes contre ce pays, selon Volodymyr Zelensky. « Ce soir, des coupures se poursuivent dans la plupart des régions et à Kiev », a ajouté le chef de l'Etat dans son adresse quotidienne. Vendredi soir, le réseau électrique avait perdu « 30 % » de ses capacités, a précisé sur Telegram l'opérateur Ukrenergo, alors que ce manque était de « 15-20 % » mercredi matin. « Nous prévoyons de passer le week-end avec un déficit d'environ 25 %. Ce chiffre est déjà proche de celui d'avant la dernière attaque, mais encore un peu trop important. Par conséquent, les calendriers des restrictions seront maintenus », a précisé l'opérateur.

## La rencontre très encadrée de Vladimir Poutine avec des mères de soldats mobilisés

Le dirigeant russe a reçu un groupe de femmes triées sur le volet, qui se sont abstenues de toute critique. Il espère ainsi calmer le mécontentement croissant de certaines épouses et mères. Tasses de thé et petits gâteaux sur la table, voix douce, discours consensuel sur l'importance de la Fête des mères et la « douleur » de perdre un fils... Vladimir Poutine recevait, vendredi 25 novembre, dans sa résidence de Novo-Ogarevo, un groupe de mères et d'épouses d'hommes mobilisés dans le cadre de l'« opération militaire spéciale » en Ukraine. Le président russe a remercié ces femmes pour leur « contribution » à l'effort national : « Le fait que vos gars – la plupart d'entre eux – aient choisi leur destin, celui de servir la patrie, de protéger la Russie et notre peuple, est le résultat de votre travail, de votre exemple. » Il a aussi présenté ses condoléances à celles qui auraient perdu un proche : « Je veux que vous sachiez que moi, personnellement, et tous les



dirigeants du pays, nous partageons cette douleur. » Des morceaux choi-

sis des interventions des dix-sept invitées ont ensuite été diffusés sur les

réseaux sociaux. L'une transmet le « salut » de son fils et « sa fierté de défendre la patrie comme son grand-père ». Une autre raconte la mort « en héros » de son fils, avant de souhaiter à Vladimir Poutine « une bonne santé ». Une troisième se plaint des « agents de l'étranger » qui cherchent à manipuler les mères...

## « Chair à canon »

Ce climat cordial n'est guère surprenant. Dès vendredi après-midi, des sites Internet locaux ou d'investigation parvenaient peu à peu à identifier les participantes – au moins huit d'entre elles seraient des élues locales, des fonctionnaires, des membres de groupes propouvoir ou patriotiques. Depuis des semaines, le Kremlin est mis sous pression par les appels répétés de femmes et de mères de mobilisés. Dans des vidéos ou en se rendant devant des bases militaires, celles-ci dénoncent l'impréparation des soldats déployés au front comme de la « chair à canon ».

## L'Eglise allemande réclame des réformes à Rome

Le Saint-Siège voit avec méfiance et crainte les demandes formulées par les catholiques en Allemagne. Il est des querelles qui, à cause de leurs protagonistes, revêtent une symbolique toute particulière. A même de convoquer des fantômes du passé que personne n'a envie de voir revenir. Il en va ainsi de la confrontation en cours entre l'épiscopat allemand et le Saint-Siège, laquelle rappelle à tous que c'est de Wittenberg, au XVIe siècle, qu'est parti, avec la Réforme, le dernier séisme qui a fracturé l'Eglise. Rien de tel pour l'instant, mais les tensions actuelles font craindre le pire à certains. A l'origine de la tempête, l'engagement par l'épiscopat allemand d'un « chemin synodal » en 2019, sous la pression des laïcs ulcérés par des révélations sur les violences sexuelles dans plusieurs diocèses. Il s'agissait d'entamer une grande discussion sur les changements à apporter à l'Eglise catholique pour que cela ne se reproduise pas.

Au cœur des réflexions, quatre thèmes jugés particulièrement audacieux dans l'institution : l'exercice du pouvoir dans l'Eglise, le mode de vie sacerdotal, le rôle des femmes et la morale sexuelle. Cette démarche, dont les conclusions doivent être remises à Rome en mars 2023, les évêques allemands sont venus en discuter avec le Saint-Siège du 14 au 18 novembre. A l'issue de leurs échanges, un communiqué signé par les deux parties évoquait « les préoccupations que suscite le chemin synodal » à Rome et « le risque d'une réforme de l'Eglise » plutôt que de « réformes dans l'Eglise », selon l'expression du cardinal Pietro Parolin, le secrétaire d'Etat et numéro deux du Saint-Siège.

## Reprise officielle des négociations entre Nicolas Maduro et l'opposition vénézuélienne

Les deux parties visent dans un premier temps un accord en matière sociale, dans un pays plongé dans une crise profonde. Annoncée jeudi, la reprise des négociations entre le gouvernement de Nicolas Maduro et la Plate-forme unitaire, qui regroupe les principales formations de l'opposition vénézuélienne, devait avoir lieu officiellement samedi 26 novembre. Les deux délégations sont arrivées vendredi à Mexico, où se tient le dialogue, sous l'égide de la Nor-

vège, pays facilitateur. L'équipe gouvernementale est représentée par Jorge Rodriguez, actuel président de l'Assemblée nationale, très proche de M. Maduro. Celle de l'opposition par l'avocat et ancien député Gerardo Blyde. Un premier accord en matière sociale devrait être signé dès samedi entre les parties. Washington pourrait pour sa part annoncer que la compagnie pétrolière américaine Chevron est autorisée à étendre ses activités au Venezuela. C'est un premier pas.

Le gouvernement américain entend conditionner la levée des sanctions pétrolières et financières qui pèsent sur le Venezuela depuis 2017 aux progrès du dialogue engagé par le pouvoir. La crise énergétique liée à la guerre en Ukraine créée un terrain favorable à cet égard. Le gouvernement de M. Maduro et l'opposition n'en sont pas à leur première rencontre pour tenter de trouver une issue à la crise qui a plongé le pays dans une récession sans précédent et poussé quelque

sept millions de Vénézuéliens à émigrer. Entamée en septembre 2021, la dernière tentative pour trouver un terrain d'entente a tourné court un mois plus tard. Aujourd'hui, les parties reviennent à la table des négociations avec un texte constituant une base de discussion. Les pourparlers, officiellement suspendus depuis quinze mois, avaient en fait repris en secret depuis des semaines, comme M. Maduro l'a reconnu. Les Américains ont été associés à ces échanges.



# Le Conseil mondial de la paix approuve l'adhésion de la RASD et son élection au Comité exécutif

**Le Conseil mondial de la paix (CMP) a annoncé, depuis le Vietnam, l'adhésion de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) et son élection en tant que membre du Comité exécutif de l'organisme, et réitéré son engagement en faveur du droit du peuple du Sahara occidental à l'autodétermination.**

Par voie d'un communiqué, relayé, jeudi, par l'agence de presse sahraouie (SPS), la 22ème Assemblée du Conseil mondial de la paix, qui se tient du 21 au 27 novembre à Hanoï, le CMP a déclaré: "Dans le but de rassembler davantage de forces mondiales dans la lutte commune pour la paix, le développement et le progrès, le CMP a approuvé à l'unanimité l'adhésion de la RASD et son élection en tant que membre du Comité exécutif de l'organisme". Dans le communiqué, le CMP a regretté le fait que "le Sahara occidental demeure la dernière colonie d'Afrique ce qui est contraire à la tendance actuelle qui est la réalisation de l'émancipation, de l'indépendance, de l'autodétermination et de la souveraineté nationales", réaffirmant son "soutien au droit du peuple sahraoui à déterminer son destin par l'organisation d'un référendum libre et équitable sous les auspices de l'ONU". Tout en rappelant le statut de RASD au sein de l'Union africaine (UA) en tant que membre fondateur et ses relations diplomatiques au niveau international, le Conseil mondial de la paix a déploré les violations des droits humains du peuple sahraoui par le régime d'occupation et a appelé à la



"libération immédiate de tous les prisonniers politiques sahraouis des prisons marocaines". Lors de la séance inaugurale tenue en présence notamment de membres du gouvernement vietnamien, le secrétaire gé-

néral du CMP, Thanasis Pafilis, a exigé "des actions pour achever le processus de décolonisation du Sahara Occidental et multiplier les actions de solidarité avec le peuple sahraoui dans sont juste combat".

Pour sa part, la présidente du Conseil, Mar'ia do Socorro Gomes, a salué "la lutte longue et héroïque du peuple sahraoui pour ses droits". S'exprimant à l'occasion, le représentant sahraoui, Bulahi Mohamed Fadel, a salué l'engagement "historique" de l'organisation pour les causes justes, en particulier la lutte sahraouie contre le colonialisme et l'occupation étrangère. "Une fois de plus, nous avons été entourés d'organisations amies de différents continents, qui ont été fermes dans leur soutien et leur accompagnement de la RASD", s'est-il félicité. Pour lui, "l'adhésion de la RASD au Conseil mondial de la paix (CMP) émane de l'engagement du peuple sahraoui aux cotés des forces éprises de paix mondiale et d'une contribution active et responsable à la concrétisation des aspirations communes des peuples du monde". La 22ème Assemblée du Conseil mondial de la paix a réuni une centaine de délégués et organisations venus de 53 pays pour relever les défis auxquels l'humanité est confrontée et présenter "un plan d'action axé sur la défense de la souveraineté des peuples, la non-ingérence et la solidarité comme seuls moyens d'émancipation", a ajouté la même source.

## MAROC :

### Poursuite des condamnations de l'incarcération de l'ancien ministre Mohamed Ziane

Les réactions de condamnation de l'incarcération de l'ancien ministre des droits de l'Homme et ex-bâtonnier de Rabat, Mohamed Ziane, par les autorités marocaines, se poursuivaient mercredi, réclamant sa remise en liberté immédiate ainsi que celle de tous les détenus d'opinion au royaume. Dans ce sens, le mouvement marocain, Al Adl Wal Ihsan, a qualifié la décision des autorités marocaines d'"énième" et "grave" dérive, soulignant que les conséquences de cette nouvelle provocation seront "indéniablement le verrouillage total et l'obstruction de l'horizon". Condamnant le triste sort et l'acharnement gratuit contre Mo-

hamed Ziane, le mouvement a affirmé dans un communiqué que "l'incarcération de l'ancien ministre des droits de l'Homme n'est que le début d'une nouvelle ère plus tyrannique et plus autoritaire au royaume, régie par des lois sur mesure, dont le titre est +Les défenseurs des droits humains et les journalistes sont de potentiels détenus, ce n'est qu'une question de temps+". "L'incarcération de Mohamed Ziane signe en effet l'arrêt de mort de toute voix discordante, de toute voix réclamant davantage de liberté ou de justice sociale au royaume", a, en outre, dénoncé le mouvement, appelant "les Maro-

cains à faire front, afin de réclamer la libération de l'ex-bâtonnier et celle de tous les détenus d'opinion et d'exiger la fin de ces pratiques d'un autre âge". Pour rappel, l'arrestation puis l'incarcération, lundi, de l'ancien ministre des droits de l'Homme et ex-bâtonnier de Rabat, Mohamed Ziane, ont suscité l'ire et l'indignation des défenseurs des droits humains au Maroc, pointant une nouvelle fois "la politique de musellement des voix et l'instrumentalisation de la justice" par le régime du Makhzen, dans le but de faire taire toute voix discordante. En effet, aussitôt informés de son arrestation dans son cabinet à Rabat, de

nombreux militants et défenseurs des droits humains au Maroc se sont mobilisés sur les réseaux sociaux, en lançant un hashtag de solidarité avec le militant et une campagne de condamnation de la politique de "vengeance et de répression" du Makhzen, affirmant que l'arrestation de l'ancien ministre est intervenue suite à ses activités et ses déclarations audacieuses. L'incarcération de Mohamed Ziane est intervenue après la confirmation par la Cour d'appel de Rabat de la peine prononcée en première instance, à savoir sa condamnation à trois ans de prison ferme suite à une plainte du ministre de l'Intérieur.

## MALAISIE :

### La revanche d'Anwar Ibrahim, ancien opposant au long cours

Nommé premier ministre le 24 novembre, par le roi Abdullah, le monarque constitutionnel de la fédération malaisienne, Anwar Ibrahim tient sa revanche : il aura fallu vingt ans de combats politiques, dont une dizaine passés en prison, pour que ce Malais musulman, âgé de 75 ans, champion du mouvement reformasi qui prône depuis les années 2000 une Malaisie multiculturelle et plus inclusive, accède à Putrajaya, le siège du gouvernement, au sud de Kuala Lumpur. Le sultan de Pahang – l'un des neuf sultans qui se succèdent tous les cinq ans à la tête de l'Etat – a confié à M. Anwar la mission de former un « gouvernement d'unité » en l'absence de majorité parmi les trois grandes coalitions en lice au sortir des élections du 19 novembre. Celle de M. Anwar, appelée la « coalition de l'espoir » (Pakatan Harapan),

première en nombre de sièges, a bénéficié du ralliement de l'Organisation nationale de l'unité des Malais (UMNO), le parti dirigeant historique, ainsi que de partis de l'île de Bornéo. Le nouveau premier ministre a indiqué sa volonté de soumettre son futur gouvernement à un vote de confiance, le 19 décembre. Anwar va devoir mener ce pays multiethnique de 33 millions d'habitants, ex-« bébé tigre » de l'économie mondiale aujourd'hui en crise de croissance (la Malaisie figure au 6e rang des dix économies du Sud-Est asiatique), au-delà de l'ère de la gabegie à grande échelle et des perpétuels retournements d'alliance (deux premiers ministres se sont succédé pendant le Covid). Les deux figures emblématiques des cinq années qui s'achèvent sont désormais hors-jeu : Najib Razak, l'ex-premier ministre accusé d'avoir détourné de l'argent



du fonds souverain est en prison depuis août. Et Mahathir, 97 ans, l'ex-autocrate des années 1981 à 2003, revenu au pouvoir entre 2018 et 2020 après avoir rallié l'opposition,

et donc le camp de M. Anwar, avant leur rupture, n'a remporté aucun siège. Après vingt ans de combat politique, ce libéral musulman devient premier ministre.

## APRES PLUS DE ONZE ANS D'EXIL ET DE PRISON : Charles Blé Goudé de retour en Côte d'Ivoire

Acquittée en 2021 par la Cour pénale internationale, cette figure charismatique et controversée des années Gbagbo revient au pays en prônant l'apaisement et la réconciliation nationale. Ils annoncent un retour « sobre », « dans la discipline » et « sans triomphalisme » en Côte d'Ivoire. Charles Blé Goudé et son entourage ont usé de toutes les formes pour faire passer un message rassurant et apaisé. Après plus de onze ans d'exil et de prison, l'ancien pilier du régime de l'ancien président ivoirien Laurent Gbagbo (2000-2011), définitivement acquitté par la Cour pénale internationale (CPI) le 31 mars 2021, devait atterrir samedi 26 novembre en fin de matinée à l'aéroport Félix-Houphouët-Boigny d'Abidjan. Par un vol commercial et en empruntant « le hall ordinaire de l'aéroport », a précisé Gervais Boga Sako, président du comité d'accueil et de la Fondation ivoirienne pour les droits humains et la vie politique (Fidhop), l'organisation de la société civile, proche de Charles Blé Goudé, chargée d'organiser son retour. Un retour dans la sobriété, donc, pour l'actuel président du Congrès panafricain pour la justice et l'égalité des peuples (Cojep), figure controversée de la guerre civile des années 2000 et de la crise post-électorale de 2010-2011 qui a tué plus de 3 000 personnes. Longtemps surnommé le « général de la rue » pour sa capacité à mobiliser et à électriser les partisans pro-Gbagbo, l'ancien leader étudiant, chef des jeunes patriotes puis ministre de la jeunesse, avait été accusé par la justice internationale, et plus tard celle de son pays, d'être l'un des responsables des violences commises par les forces pro-Gbagbo. Arrêté au Ghana en 2014 où il s'était exilé, il avait été transféré à la CPI, aux Pays-Bas, accusé alors de crimes contre l'humanité. Après son acquittement, Charles Blé Goudé a patienté plus d'un an avant d'obtenir un passeport ivoirien et le feu vert du gouvernement pour rentrer. Aujourd'hui âgé de 50 ans, il souhaite se montrer en homme mûri par ces années d'épreuve et dit vouloir s'inscrire dans le processus de réconciliation nationale voulu par le gouvernement ivoirien, comme l'a fait Laurent Gbagbo, définitivement acquitté en même temps que lui, et rentré en Côte d'Ivoire en juin 2021. Il y a un peu plus d'un an, Charles Blé Goudé s'était d'ailleurs excusé auprès des Ivoiriens pour les violences du passé, lors d'une interview à France 24.

### Absence de Laurent Gbagbo

Si le pouvoir « ne fait pas de ce retour un événement », comme le souligne un proche du gouvernement, Charles Blé Goudé a toutefois pris soin de ne pas froisser ceux qui permettent son retour. Ces derniers mois, il a multiplié les remerciements à l'égard du président Ouattara et des hommes qu'il a farouchement combattus par le passé. « En écoutant son discours, on ne le voit pas rentrer comme un opposant », observe Arsène Brice Bado, chercheur en sciences politiques au Centre de recherche et d'action pour la paix d'Abidjan. Après un accueil en petit comité à l'aéroport où seuls quelques proches ont été conviés, dont l'ancienne première dame Simone Gbagbo, les retrouvailles avec ses militants et ses sympathisants ont été organisées à la place CP1 de Yopougon, commune populaire d'Abidjan et fief des pro-Gbagbo. « Il souhaite que ce moment soit "une fête", l'atmosphère s'y prête, juge Richard Dacoury, ancien numéro deux des Jeunes patriotes. Aujourd'hui, nous revenons dans une nouvelle configuration. La galaxie patriotique c'est le passé. Le Cojep a des instances, des cadres, nous ne sommes pas nostalgiques. Les futures batailles, nous les voulons civilisées. »

DISPARITION DE JADE (18 ANS), SA MÈRE BRISE LE SILENCE :

# Harcèlement, menaces de mort... c'est devenu invivable

Ce fait divers n'a semble-t-il pas fini de faire parler. Karine Gélain, maman de Jade, jeune fille de 18 ans disparue puis retrouvée quelques jours après, a de nouveau brisé le silence sur Instagram. La casteuse, accusée de mentir, évoque une situation terrible. C'est un fait divers qui a pris une ampleur sans précédent, du fait de l'écho que ce dernier a eu chez de nombreuses célébrités. L'affaire de la disparition de Jade, 18 ans, fille de Karine Gélain, casteuse dans le milieu de cinéma, n'a pas fini de faire couler d'encre.

Et ce jeudi 1er septembre, alors que la jeune fille a été heureusement retrouvée, mais "en état de choc", depuis le 26 août, la mère de celle-ci brise à nouveau le silence pour exprimer sa peine sur Instagram.

Dans un très long post, Karine Gélain évoque les "messages désagréables", le "harcèlement" et pire "les menaces de mort" dont elle fait l'objet. "J'ai lu énormément de messages désagréables ces derniers jours et je subis avec Jade un déferlement de haine incompréhensible, explique-t-elle.

J'ai toujours été attachée à la liberté d'ex-



Karine Gélain a demandé de l'aide pour retrouver sa fille Jade, 18 ans.

pression, mais comme toute liberté, elle a des limites.

" Si elle défend bien sûr la liberté d'expression, elle rappelle que celle-ci "n'autorise pas le harcèlement, le dénigrement, la diffamation, les menaces de mort et, plus important, les mensonges sur (sa) fille qui vit des moments difficiles".

"Je ne veux pas alimenter cette vague de haine que je ne peux que déplorer", confie Karine Gélain. Ce message de la casteuse est également là pour remercier les personnes qui l'ont soutenue et aidée

dans la recherche de sa fille Jade, ces derniers jours. En quelques heures, la vie de Karine Gélain s'est transformée en cauchemar lorsque sa jeune fille de 18 ans a disparu, le 24 août. Ce jour-là, elle a publié sur Instagram un appel à l'aide concernant sa fille Jade, dont elle était sans nouvelles. Un message relayé par de nombreux contacts de cette maman en détresse, parmi lesquels de célèbres personnalités comme Pierre Niney ou encore Hélène Sy. Un relai qui a permis de retrouver Jade, sous le choc après avoir été "emmenée de force".

Ma priorité est, et sera toujours Jade

Mais la joie a été de courte durée pour Karine Gélain, qui a finalement été accusée de mentir et d'avoir voulu créer un buzz en lançant un appel à l'aide qui a été relayé par une multitude de stars. Notamment en raison de la disparition de Jade également en 2020, un moment révélé par d'anciens posts Facebook de la casteuse, et dont Capucine Anav s'est fait l'écho. Pointée du doigt, la maman de Jade s'était alors défendue, confirmant que oui sa fille avait bel et bien fugué il y a deux ans. Précisant qu'une enquête est en cours sur les circonstances de sa disparition, elle a ensuite mis en privé son compte Instagram pour pouvoir souffler et prendre du recul, avant de le remettre à disposition du public pour pouvoir s'exprimer. Et alors qu'une enquête est toujours en cours, elle s'est à nouveau saisie de ses réseaux sociaux pour un terme au "déferlement de haine incompréhensible". "Je laisse les autorités judiciaires et mes avocats faire leur travail car la justice ne se rend pas sur les réseaux. Ma priorité est, et sera toujours Jade", conclut-elle.

DIDIER DESCHAMPS VIT UNE 'SALE PÉRIODE' :

## Le sélectionneur se confie après un nouvel échec

Alors que la France a une nouvelle fois perdu à domicile face à la Croatie, le sélectionneur des Bleus, Didier Deschamps, s'est confié après le match sur les moments difficiles qu'il vit sur le plan personnel. Tout le monde attendait la réaction des Bleus hier soir au Stade de France face à la Croatie dans un remake de la finale de la Coupe du monde 2018. Avec Karim Benzema et Kylian Mbappé présents au coup d'envoi, les supporters étaient confiants et pensaient voir la sélection se rattraper après 3 premiers matchs ratés. Ce fut malheureusement un nouvel échec pour Didier Deschamps et sa bande, qui per-

dent 1 à 0 et se retrouvent dernier de leur groupe de Ligue des Nations. Une contre-performance indigne pour les champions du monde qui vont devoir se poser les bonnes questions à quelques mois du prochain mondial au Qatar. Interrogé après la rencontre, le sélectionneur pointait le manque de fraîcheur physique de son équipe dans un premier temps. "Les organismes ont été très sollicités. On a manqué d'énergie et de caractère même si ça fait mal. Je n'avais pas la force et l'énergie habituelles à leur transmettre", admet le père de Dylan, avant d'évoquer son propre cas. Lorsqu'un journaliste lui de-

mande s'il va passer de mauvaises vacances, Didier Deschamps revient sur les dernières semaines très compliquées qu'il a vécues. "Oui. J'aurais eu de mauvaises vacances de toute façon, mais ça, c'est personnel. C'est une sale période", lâche-t-il. Il faut apprécier les bonnes périodes.

**Rien ne m'énervé plus que de perdre, même si ce n'est que du football**

Très touché par la mort récente de son père Pierre, le sélectionneur de 53 ans a dû quitter le rassemblement des Bleus le 31 mai dernier pour se rendre auprès

des siens, dans le Pays basque. Revenu meurtri par la perte de son père, Didier Deschamps tente malgré tout de relativiser. "Cela peut arriver aussi. Il faut apprécier les bonnes périodes. Rien ne m'énervé plus que de perdre, même si ce n'est que du football", conclut-il. Une fin de saison pénible pour la mari de Claude, qui vit des moments très compliqués sur le plan personnel et professionnel. À quelques mois d'une Coupe du monde où la France sera forcément parmi les favoris, Didier Deschamps n'est pas au mieux et il va avoir bien besoin d'un peu de repos avant cette grosse échéance.

LE RAPPEUR TIMAL CONDAMNÉ POUR AVOIR FRAPPÉ SON CHIEN :

## vidéo choc et peine riquiqui..

Le rappeur Timal a été condamné par le tribunal de Meaux à verser 6.000 euros pour "actes de cruauté envers un animal domestique", ce jeudi 1er septembre. Deux jours après avoir diffusé une vidéo dans laquelle il frappe son chien. Ce jeudi 1er septembre, le rappeur Timal a été condamné par le tribunal de Meaux à verser 6.000 euros pour "actes de cruauté envers un animal domestique". Une condamnation qui tombe deux jours après avoir diffusé une vidéo dans laquelle il frappe son chien, comme rapporté par l'AFP. De son vrai nom Ruben Louis, Timal s'est vu condamné tard dans la soirée à une peine de 120 jours-amende à 50 euros soit un total de 6.000 euros. Si l'artiste de 25 ans ne règle pas cette somme, il s'exposera alors à 120 jours d'emprisonnement. Enfin, il se voit également dans l'interdiction de détenir des animaux pendant cinq ans. Le rappeur a accepté cette sentence, préalablement proposée par le ministère public, dans le cadre d'une comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité (CRPC), sorte de "plaider-coupable" à la française qui permet de juger plus rapidement certains délits, à condition que le mis en cause reconnaisse les faits, comme mentionné par l'AFP.

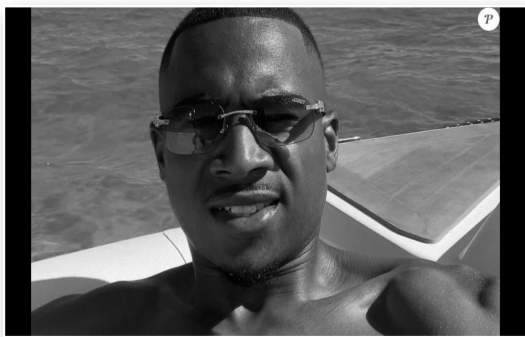
Timal avait été interpellé et placé en garde à vue à Champs-sur-Marne, où il vit, mercredi. Cette vidéo qui fait l'objet de cette condamnation a été publiée sur Snapchat, la veille.

**Connard va**

Dans le contenu partagé sur les réseaux sociaux, on voit l'artiste se filmer alors qu'il donne trois coups de pieds au niveau de la tête à un de ses deux chiens. "Connard va", a-t-il choisi pour légende. Les deux animaux ont été saisis et confiés à une association de protection animale. "C'est une peine adaptée à la situation puisque Timal a reconnu les faits et surtout a exprimé des regrets extrêmement sincères. La vidéo n'est pas du tout représentative de la manière dont il a toujours traité ses animaux", a assuré son avocate Maître Elise Arfi à nos confrères.

**LA RÉACTION DE BOOBA**

Du côté de Me Caroline Lanty, avocate de la Fondation 30 millions d'amis, qui avait porté plainte, on déplore que "le fossé se creuse" entre l'opinion publique, de plus en plus sensibilisée face aux violences faites aux animaux, et la jus-



tice qui inflige des peines "très en-deçà des peines maximales", et "absolument pas dissuasives". L'affaire de Timal fait forcément écho à la récente affaire de Kurt Zouma. En février dernier, le footballeur international français apparaissait dans une vidéo où on le voyait donner des coups à son chat et le maltraiter. Un scandale qui s'était soldé par une condamnation à 180 heures de travaux d'intérêt général, et une interdiction de posséder un chat pendant cinq ans.

RICHARD BERRY ACCUSÉ D'INCESTE PAR SA FILLE COLINE :

## Affaire classée sans suite, premières réactions

Citoyenne du monde qui adore les blind tests des années 90, elle se passionne pour les histoires de cœur avec ou sans happy end des personnalités françaises et internationales. Visé par une enquête pour inceste, l'acteur Richard Berry a appris son classement sans suite pour prescription. Sa fille aînée Coline Berry-Rojtman avait porté plainte en janvier 2021, accusant notamment son père de "viols et d'agressions sexuelles sur mineur de 15 ans par ascendant". L'affaire Richard /Coline Berry réapparaît de nouveau dans le tourbillon médiatique : l'enquête visant l'acteur, scénariste et réalisateur pour inceste a été classée sans suite pour prescription, selon une information de BFMTV confirmée par le parquet de Paris. La fille de la star française, née de la relation de l'artiste avec la comédienne Catherine Hiegel, avait porté plainte en 2021, accusant notamment son père de "viols et d'agressions sexuelles sur mineur de 15 ans par ascendant".

**Richard Berry a toujours démenti les accusations**

C'est le 25 janvier 2021 que Coline Berry-Rojtman avait déposé une plainte contre son père, l'accusant de "viols et d'agressions sexuelles sur mineur de 15 ans par ascendant". Elle avait également accusé Jeane Manson, à l'époque des faits compagne de Richard Berry, de "corruption de mineur". C'est un article du Monde qui avait mis le feu au poudre, dans lequel la femme de 46 ans assurait avoir été victime d'abus sexuels de la part de son père lorsqu'elle était enfant et qu'il était en couple avec Jeane Manson, obligée de participer à un jeu sexuel - "le jeu de l'orchestre" - sous la contrainte de son père lorsqu'elle était âgée de 6 à 10 ans, soit entre 1982 et 1986. "Coline Berry a dénoncé ces faits en sachant pertinemment qu'ils étaient prescrits, pour qu'il y ait une enquête, a réagi auprès de l'AFP son avocat, Me Patrick Klugman. Celle-ci prend acte que les faits sont prescrits. Nous comprenons donc que les faits sont caractérisés, et c'est ce que nous attendions", a-t-il ajouté. "Plus personne ne pourra dire que Coline Berry est une menteuse." Des arguments contredit par maître Hervé Témine chargé de la défense de Richard Berry avec maître Sophie Obadia : "Contrairement à ce qui a pu être indiqué à tort, rien ne permet de dire que les faits sont établis. Le parquet ne l'a pas dit et n'avait d'ailleurs pas à le dire." Depuis l'année 2021, père et fille étaient donc en guerre, chacun restant sur ses dires tandis qu'en parallèle, un déballage médiatique s'est produit, obligeant les membres de leur famille à prendre position, comme Marilou Berry, nièce de l'acteur et fille de Josiane Balasko qui a toujours soutenu sa cousine germaine. Jeanne Manson avait elle décidé de riposter en déposant à son tour une plainte en diffamation. La chanteuse américaine qui a fait carrière en France a obtenu gain de cause le 14 avril dernier : Coline Berry a été condamnée à verser une amende de 2000 euros pour des propos tenus sur BFMTV et dans l'article du journal Le Monde. Mais aussi à verser au titre du préjudice subi pas moins de 20 000 euros au profit de Jeane Manson. Un procès en appel doit avoir lieu le 9 novembre prochain a précisé BFMTV. C'est le 14 juin 2022 que Richard Berry, marié à Pascale Louange qui n'a pas caché sa colère et papa de 3 filles, avait été entendu en audition libre à Paris le 14 juin dernier. Malgré la présomption d'innocence, l'affaire a eu un retentissement important sur sa carrière et sa vie privée, tandis que sa fille a aussi subi les foudres des tribunaux publics.

VANESSA PARADIS ET SAMUEL BENCHETRIT S'AMUSENT AUX MOLIERES...

## Nolween Leroy pose avec son « grand amour »...

Le Web est convaincu que Rachel Zegler a annoncé être dans le prochain « Hunger Games ».

Rachel Zegler est-elle en train de jouer avec les nerfs de ses fans, ou sera-t-elle bien à l'affiche du prochain film de la franchise Hunger Games ? Cette dernière

option est la théorie privilégiée par de nombreux internautes, depuis un tweet de la star.

Le fond du message en lui-même n'est pas en cause (elle y demande, en substance, à ses abonnés de « rester calme »), mais un détail a sauté aux yeux des plus

attentifs. Les premières lettres de chaque mot du message forment le nom Lucy Gray Baird. Or ce nom est important pour les fans de la saga, puisqu'il s'agit de celui d'un personnage de The Ballad of Songbirds and Snakes, une préquelle de la saga écrite par l'autrice Suzanne Col-

lins en 2020, et dont l'adaptation est prévue pour 2023. Le casting étant en cours, il est tout à fait possible que l'actrice ait été choisie pour ce rôle important. Mais pour le moment, ni la production ni la star de West Side Story n'ont confirmé quoi que ce soit. « Wait and See », donc.



# Présentation des mesures du Gouvernement pour la préservation du patrimoine architectural

La ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji, qui participait aux travaux de la 7e réunion de l'Observatoire du patrimoine architectural et urbain dans les pays arabes, a présenté mercredi les mesures prises par le Gouvernement algérien pour la préservation du patrimoine architectural. Dans une allocution devant des membres du corps diplomatique, des experts et des représentants de l'Observatoire de 22 pays arabes, la ministre a rappelé que "l'Algérie a renforcé son système législatif par un projet de loi complétant la loi relative à la protection du patrimoine en vigueur depuis 1998, portant exploitation des domaines publics et qui alourdit les peines relatives à l'atteinte au patrimoine culturel". Mme Mouloudji a mis en avant le lancement des projets de restauration des monuments historiques classés "patri-



moine national" ainsi que les secteurs sauvegardés, soulignant que 22 vieilles villes avaient été classées dont la gestion, l'exploitation et l'aménagement sont soumis à des conditions strictes im-

posées par le ministère de la Culture avec l'engagement des Collectivités locales. Dans ce sillage, la ministre qui estime que cette réunion était la continuité du 31e sommet arabe tenu à Alger, a in-

sisté sur l'impératif de "faire confiance aux compétences arabes afin d'atteindre des objectifs nobles et étudiés". Elle a également appelé à "intensifier les efforts en matière de protection des capacités naturelles et culturelles de nos pays arabes et de les promouvoir de manière à mettre en exergue leurs dimensions civilisationnelle, humaine et économique". Les travaux de la 7e réunion de l'Observatoire du patrimoine architectural et urbain dans les pays arabes, un mécanisme relevant de l'Organisation arabe pour l'éducation, la culture et les sciences (ALECSO), ont débuté mercredi à Alger. Inauguré en octobre 2016, l'observatoire a pour objectif de préserver et de valoriser le patrimoine architectural et urbain dans les pays arabes pour être au centre du développement urbain durable dans la région arabe à l'horizon 2030.

## 7E RENCONTRE DE L'OBSERVATOIRE DU PATRIMOINE

### ARCHITECTURAL ET URBAIN :

## L'Algérie met en avant sa riche expérience

C'est sous le thème «mécanismes de redynamisation des travaux de l'observatoire et registre du patrimoine architectural arabe», que s'est tenue, ce mercredi, la 7e réunion de l'observatoire du patrimoine architectural et urbain dans les pays arabes, dont les travaux du «projet-programme» prennent fin aujourd'hui au Centre international de conférences (CIC) Abdellatif-Rahal (Alger). En présence de plusieurs représentants du corps diplomatique agréé en Algérie et de l'observatoire au niveau de 22 pays arabes, Zohir Balalou, secrétaire général du ministère de la Culture et des Arts, a indiqué que ce projet est «un moyen pour l'élaboration d'un plan

d'action visant à protéger et valoriser le patrimoine architectural et urbain et d'en faire un facteur de richesse et d'unification du monde arabe dans le domaine culturel, architectural et historique». L'Algérie, souligne-t-il, jouit d'une expérience connue et reconnue dans ce domaine grâce notamment au développement de son arsenal juridique. «L'Algérie, à travers cette rencontre, exprime sa disposition et sa volonté d'échanger son expérience avec les spécialistes des autres arabes», explique-t-il, en faisant savoir que «les pouvoirs publics n'ont ménagé aucun effort pour la réussite de cet événement qui vise à mettre en place des mécanismes pour

activer l'observatoire et obtenir des résultats impressionnants». Pour Balalou, l'Algérie veut faire de cet observatoire un exemple en la matière dans la sauvegarde du patrimoine architectural et urbain. «Nous avons actuellement 25 villes classées patrimoine national, soit le secteur sauvegardé, et d'autres sites classés monuments historiques», révèle-t-il. Balalou explique l'objectif de cette session qui vise à élaborer une doctrine pour lutter contre la dégradation des quartiers historiques dans le monde arabe, encourager le tourisme et créer des richesses dans le secteur. De son côté, Mohamed El Sarmani, coordonnateur de l'Observatoire du

patrimoine architectural et urbain, les villes patrimoniales sont un véritable trésor qui contribue au développement du tourisme, d'où sa valeur sur le plan économique. Il précise que la charte portant protection de cet héritage a été signée en 2004, alors que l'observatoire a été créé en Tunisie en 2016. «Nous sommes entraînés de réaliser ce grand projet sur la terre arabe pour garantir les intérêts économique, culturel et historique communs», se félicite-il. Et de saluer les «efforts de l'organisation culturelle et scientifique qui veille à concrétiser un partenariat pour planifier ensemble les objectifs que nous voulons atteindre», a-t-il ajouté.

### TLEMCEEN:

## Exposition internationale de l'enluminure et de la miniature

Plusieurs artistes algériens et étrangers prennent part à une exposition collective sur l'enluminure et la miniature organisée dans le cadre de la 12e édition du Festival culturel international de la miniature et de l'enluminure qui se tient à Tlemcen depuis le 19 novembre. Des dizaines de tableaux artistiques, de différents formats, signés par des artistes talentueux nationaux et étrangers issus de plusieurs pays (Turquie, Iran, Afghanistan, Inde, Pakistan...etc), et représentant plusieurs écoles d'art islamique, y sont exposés. Le miniaturiste iranien Mohsen Aghamiri, a participé à l'exposition avec sept toiles traitant de concepts religieux et philosophiques.

L'artiste qui compte une expérience de 34 ans dans ce domaine a participé à une conférence, organisée dans le cadre du festival, sur les Grandes écoles de l'enluminure et de la miniature dans le monde musulman et présenté à l'occasion l'Ecole perse à laquelle il appartient et animé plusieurs ateliers. Aghamiri a exprimé sa grande joie de participer à ce festival, se disant impressionné par les jeunes talents algériens qu'il a encadrés lors de cette manifestation. Parmi les artistes participant à cette exposition Mohammad Yunus Jami (Afghanistan) spécialisé dans l'enluminure timouride et le style kufi (calligraphie arabe), dont les œuvres reflètent l'école timouride, principalement le mouvement artistique de Kamaleddin Behzad, comptant parmi les icônes de la miniature perse. L'école timouride était un "cercle de savoir" qui regroupait des artistes alliant l'art et la littérature notamment la poésie, dira l'artiste Jami, qui pratique cet art depuis 14 ans.



L'artiste algérien, Ahmed Khalili de Skikda participe à cette exposition avec deux toiles. La première, intitulée "Harraga", raconte le phénomène de l'immigration clandestine et la seconde, intitulée "Concert de musique", traite de la vie sociale, culturelle et artistique à la Casbah d'Alger. Khalili, qui est membre du jury du Concours international, est l'un des plus grands miniaturistes contemporains en Algérie. Il a participé à de nombreuses manifesta-

tions nationales et internationales et a décroché de nombreux prix. Entre autres artistes ayant participé à cette exposition figurent Bouguerra Toubia Amina, Boukoffa Ikram, Guermi Malika d'Algérie, Jahangir Ashurov d'Ouzbékistan et Rahmat Bano de l'Inde. La 12e édition du Festival international de la miniature et de l'enluminure prendra fin jeudi par la remise des prix aux lauréats du Concours international du festival. (APS)

### FESTIVAL INTERNATIONAL DU CINEMA D'ALGER :

#### La 11e édition du 2 au 10 décembre

Les cinéphiles algériens pourront renouer avec les salles de projection de la capitale à la faveur du 11e Festival international du cinéma d'Alger (Fica), dédié au film engagé, qui donne rendez-vous à son nombreux public du 2 au 10 décembre, après une absence imposée par la pandémie de Covid-19. Ce retour sur la scène culturelle promet une édition assez exceptionnelle avec de belles nouveautés et un plus grand nombre de films proposés au public et des sections thématiques très variées, indique la commissaire du festival Zhira Yahy qui propose au public une édition particulière marquant le retour du Fica et les 60e commémorations du recouvrement de l'indépendance. Ce 11e Fica prévoit, comme à son habitude, une compétition déclinée en trois catégories, long métrage de fiction, long métrage documentaire et court métrage, et quatre projections en avant-première algérienne, ainsi que six focus thématiques. La programmation du Fica propose des focus dédiés à la mémoire, « 60e anniversaire de l'indépendance », « Retrouvailles » dédié à des films perdus puis retrouvés et restaurés, et un focus « Cinéma, mémoire et résistance ». Dans une optique pédagogique et un élan de sensibilisation à la cause écologique, le Fica prévoit un focus « Environnement », particulièrement dédié à la jeunesse, en plus d'un focus « Femmes » et du programme « Découverte » pour la promotion des premiers films ou premiers longs métrages. Les films en compétition et leurs rediffusions sont programmées dans les salles de l'Office Ryadh El Feth, alors que les focus seront partagés entre le Palais de la culture Moufidi-Zakari et la salle de la cinémathèque d'Alger. Fondé en 2009, sous forme de « Journées du film engagé », le Festival international du cinéma d'Alger s'est très vite imposé comme l'événement cinématographique incontournable de la capitale, connue pour sa programmation qui propose aux cinéphiles de grandes œuvres porteuses d'engagement et souvent très éloignées du circuit du cinéma commercial. Des grandes causes palestiniennes et sahraoui, à la résistance d'un éleveur scandinave pour préserver son mode de vie, le Fica aura permis aux cinéphiles algériens de découvrir, dix éditions durant, des œuvres qui ne sont pas dans les circuits de distribution et de rencontrer de grands réalisateurs à Alger.

### CLOTURE DU FESTIVAL INTERNATIONAL DE LA MINIATURE ET DE L'ENLUMINURE :

#### Djilali Grine, lauréat du 1er prix du concours international

De notre envoyé spécial : Hakim Metref La 12e édition du festival international de la miniature et de l'enluminure, qui s'est déroulée du 19 au 24 novembre au Centre des études andalouses de Tlemcen, a pris fin, jeudi dernier, avec la cérémonie de remise du prix international de la miniature et de l'enluminure. Durant six jours, le public tlemcenien a pu admirer près d'une centaine d'œuvres réalisées par des artistes algériens et étrangers et découvrir toute la beauté d'un art qui a su, au fil des siècles, garder son authenticité et traduire, dans divers styles et couleurs, la richesse culturelle de pays, tels que la Turquie, l'Inde, l'Ouzbékistan, l'Afghanistan, l'Iran, le Sultanat d'Oman, l'Indonésie et le Pakistan, qui ont pris part au festival, auprès des artistes algériens, héritiers des frères Racim ou encore Mohamed Temmam, précurseurs de la miniature algérienne. En plus des expositions, le festival a été pour tous les participants, une occasion pour l'échange et la découverte des écoles les plus prestigieuses des arts islamiques telles que les écoles turque et perse. Des élèves des écoles régionales des beaux-arts d'Azazga et d'Annaba ont aussi bénéficié d'ateliers de formation auprès de maîtres en la matière, comme l'Iranien Mohsen Aghamiri, le Turc Nadjati Sendjak Totem, l'Ouzbek Jahongir Ashurov ou l'Algérien Ahemd Khalili. Parmi 16 artistes participants, c'est l'Algérien Grine Djilali, de Mostaganem, qui a décroché le premier prix du concours international de la miniature et de l'enluminure pour son œuvre intitulée « Harraga ». Un prix d'une valeur de 300.000 DA. Il est suivi par le Pakistanais Syed Abdul Irfan avec un prix d'une valeur de 200.000 DA. C'est une autre Algérienne qui décroche la troisième place, Houda Malik de M'sila, qui se voit offrir la somme de 100.000 DA pour son œuvre « Les Epoux algériens ». Trois prix d'encouragement ont également été décernés à trois artistes algériens. Amel Dif Allah, présidente du jury du concours, a déclaré que la majorité des participants sont algériens, « c'est une chose honorable pour l'art algérien et nous pousse à encourager encore plus les élèves des beaux-arts, notamment ceux qui s'intéressent aux arts islamiques ». Pour ce faire, ajoute Dif Allah, « nous avons programmé des ateliers de formation tout au long de l'année et nous allons signer des conventions avec plusieurs écoles d'arts, universités et associations pour plus de formation afin de préserver ce patrimoine et l'authenticité de l'école algérienne de miniature et d'enluminure ».

CHAN-2022 (PREPARATION) :

## La sélection algérienne A' battue par le Koweït 'A' (1-0)

L'équipe nationale algérienne de football A', composée de joueurs locaux, s'est inclinée devant le Koweït 'A', sur le score de (1-0), mi-temps (0-0) en match amical disputé vendredi au Dubaï Police Stadium, dans le cadre de sa préparation au Championnat d'Afrique des nations CHAN-2022 (reporté à 2023, NDLR) prévu en Algérie (13 janvier-4 février). L'unique but de la rencontre a été inscrit par Aid Rachidi en 2e mi-temps pour le Koweït. C'est la 1ère défaite des hommes de Madjid Bougherra lors du stage effectué aux Emirats-arabes unis (10 au 26 no-



vembre) après deux victoires acquises respectivement devant la Syrie (1-0) et la Sierra-Léone (3-0). Lors du CHAN, l'Algérie évoluera dans le groupe A, domicilié au stade de Baraki, en compagnie de la Libye, de l'Ethiopie et du Mozambique. Les Algériens entameront le tournoi le vendredi 13 janvier face à la Libye (17h00). Pour rappel, les 18 pays participant à cette compétition ont été scindés en trois groupes de quatre et deux groupes de trois. Les deux premiers des groupes A, B, et C, ainsi que les premiers des groupes D et E se qualifieront pour les quarts de finale.

EN A' :

## LA FAF remercie le club d'Al Wasl

En marge du stage qu'effectue la sélection nationale A' aux Emirats Arabes Unis, la délégation algérienne présente sur place a tenu à adresser ses plus vifs remerciements à tous ceux qui ont contribué à la réussite de son séjour, et plus particulièrement les dirigeants du club d'Al Wasl FC de Dubaï qui n'ont pas hésité à mettre tous les moyens à la disposition des Verts, dont les installations de l'équipe première. D'ailleurs, le chef de la délégation de l'équipe nationale et membre du bureau fédéral, M. Ahmed KHEBOUZ et le team manager M. Brahim BELYACINE ont remis quelques présents au Directeur exécutif du club M. Walid Al Chibani qui était accompagné de M. Yacine BENTALAA, entraîneur des gardiens de but d'Al Wasl ainsi que M. Kamel DJABER, également entraîneur des gardiens aux Emirats et instructeur à la FAF.



FRANCE :

## Tijani Atallah signe son premier contrat professionnel avec Bordeaux



Auteur de bonnes performances avec l'équipe réserve des Girondins de Bordeaux, le défenseur international U21 Tijani Atallah a été récompensé. Il a signé aujourd'hui son tout premier contrat professionnel. Le joueur de 19 ans, qui évolue en défense centrale, a signé un contrat professionnel de trois ans avec son club formateur. Il sera ainsi lié aux Girondins jusqu'en juin 2025. À souligner que, pour l'heure, le jeune joueur Algérien n'a fait qu'une seule apparition avec le groupe professionnel, c'était l'année dernière en Coupe de France.

TURQUIE :

## Feghouli aurait enfin trouvé un club

Sans club depuis la fin de son contrat avec Galatasaray cet été, l'international algérien Sofiane Feghouli aurait enfin trouvé un point de chute.

Le milieu de terrain offensif de 32 ans devrait signer avec Fatih Karagumruk, actuellement 15e en SuperLig turque selon plusieurs sources dont le journa-

liste de BeIN Sports Belabbes Bouaissi.

Pour rappel, le club situé à Istanbul est entraîné par Andrea Pirlo.

COUPE D'ALGERIE - 1/32E :

## La JSK se rassure, deux clubs de l'élite éliminés

Les 32èmes de finale de la Coupe d'Algérie ont débuté, ce vendredi 25 novembre 2022. Avec deux surprises pour l'entrée en lice des clubs de Ligue 1. L'US Biskra et le MC Oran ont déjà quitté la compétition.

Ils ont été battus respectivement par le SKAF El Khemis (3-2) et l'Olympique Akbou (1-1, TAB). De son côté, la JS Kabylie s'est rassurée sur son terrain contre la modeste équipe de la JSM Tiaret. Auteurs d'un début de saison catastrophique en championnat, les Canaris l'ont emporté sur la plus petite des marges (1-0).

### \*RÉSULTATS PARTIELS

JS El Biar – ICS Tlemcen 3-2

IRB Khemis El Khechna

– USM Annaba 1-2

CR Zaouia – CRB Adrar 1-0

MB Hassi Messaoud

– ES Bouakeul 1-0

RC Arbaâ – GS Aïn Sefra 4-0

MC Oran – Olympique Akbou (1-1,

Akbou qualifié aux TAB)



SKAF El Khemis – US Biskra 3-2

Amel Boussaâda – US Souf 1-2

Sour El Ghazlane – ASO Chlef (1-1,

ASO qualifié aux TAB)

ES Besbès – IR Sedrata 1-0

ES Mostaganem – WAB Tissemsilt

(0-0 ESM qualifié aux TAB)

SC Mechria – CRB Layoun (1-0)

JS Berrouaghia – CRB Aïn Ouassara

(3-2 AP)

MSP Batna – MC El Bayadh 1-2

JS Kabylie – JSM Tiaret 1-0

L'O.C. AKBOU  
SE QUALIFIE GRACE  
AUX TIRS AU BUT :

**Le MCO passe  
à la trappe  
en Dame Coupe !**

La formation du Mouloudia d'Oran est passée à la trappe en se faisant éliminé par le pensionnaire de la ligue inter-régions, l'OC Akbou, le leader de son groupe centre-est. Pourtant, les Oranais avaient réussi à ouvrir la marque à la 27ème minute, par le biais de Belaribi Yasser, qui a profité d'une erreur d'appréciation du gardien adverse ainsi que de la défense, mais deux minutes après, les visiteurs ont pu remettre les pendules à l'heure (1-1).

Par la suite, les débats étaient plus ou moins équilibrés, ceci dit, à la fin des 90 minutes, il y avait quelques opportunités pour les Hamraoua, notamment, par le biais de Benayad Mourad, qui a raté un but tout fait devant des bois quasiment vides. Les prolongations n'ont rien changé, avec quelques occasions des deux côtés, mais sans qu'aucune des deux formations ne puissent marquer le second but et les 120 minutes se sont terminées sur ce nul d'un but partout. Les tirs au but ont très mal commencé pour les Oranais, avec ce ratage de Benhamou et par la suite un autre ratage de Ezmani.

Il a fallu attendre le sixième tir, pour voir malheureusement, l'avant-centre Benayad Mourad rate son tir au but, devant le gardien Chaouche, qui par la suite a exécuté le dernier tir des bougiotes et a pu battre son vis-à-vis, Soufi et offrir à la formation de l'OCO une qualification historique aux seizièmes de finale de Dame coupe et affronteront au prochain tour un autre pensionnaire de la Ligue 1 professionnelle, en l'occurrence, le MC El Bayadh, mais cette fois-ci ce sera à domicile et non pas à l'extérieur ce qui donnera un avantage certain pour les poulains du coach Mourad Karouf, qui a suivi le match des tribunes pour son premier match à la tête de la formation d'Akbou.

Pour le MCO, cette élimination risque de faire très mal pour les Oranais, à quelques jours d'un déplacement très difficile en championnat contre l'ES Sétif, surtout que les supporters sont vraiment en colère après cette élimination, mais aussi sur la situation du club entre les différents actionnaires. Cette élimination risque d'envenimer les choses chez les Hamraoua !

L.Nacer

LIGUE 1 :

**Le MC Alger  
recherche  
désespérément  
un stade**

Dans un récent communiqué de presse, le Mouloudia Club d'Alger a demandé aux autorités de trouver une solution au problème de domiciliation des matchs de la formation algéroise. « Au vu des grandes difficultés que notre club a dû affronter cette saison pour recevoir ses adversaires compte tenu de la fermeture de nombreux stades pour diverses raisons dont la dernière en date est le stade de Dar El Beida qui a fermé ses portes aux supporters, la direction du MC Alger porte à la connaissance de ses fidèles supporters et l'opinion publique sportive qu'elle a cherché par tous les moyens à trouver une solution au problème, et qu'elle refuse en aucune manière de priver les supporters de suivre les matches de leur équipe depuis les tribunes », a indiqué le MCA.





Dimanche 27 Novembre 2022

HAÏTI:

### Le responsable de l'Académie nationale de police assassiné

Le responsable de l'Académie nationale de police d'Haïti, où sont formés les cadres policiers du pays, a été abattu vendredi après-midi dans la capitale Port-au-Prince, a indiqué à l'AFP le porte-parole de la police nationale. Le commissaire divisionnaire Harington Rigaud «a été tué d'une balle à la tête non loin de l'Académie», a rapporté Garry Desrosiers, qui a précisé que les meurtriers avaient «volé son véhicule et enlevé son chauffeur». Harington Rigaud a perdu la vie dans une zone contrôlée par le chef de gang Vitelhomme Innocent, visé par un avis de recherche du département d'Etat américain en raison de sa participation à l'enlèvement de 16 missionnaires américains en octobre 2021.

ELON MUSK :

### « La fermeture du compte Twitter de Donald Trump a été une «grave erreur»

Le propriétaire de Twitter estime que le bannissement de Donald Trump a «sapé la confiance du public» dans le réseau social. La fermeture du compte Twitter de Donald Trump, après l'attaque du Capitole à Washington le 6 janvier 2021, a été une «grave erreur», a déclaré Elon Musk sur Twitter.

GUERRE EN UKRAINE :

### Quinze morts dans un bombardement russe à Kherson

Trente-cinq civils ont aussi été blessés vendredi dans un bombardement russe, deux semaines après le retrait contraint des troupes russes de cette ville stratégique. Quinze civils ont été tués vendredi dans un bombardement russe sur la ville de Kherson, dans le sud de l'Ukraine, a annoncé une responsable de la ville, d'où les troupes de Moscou se sont retirées récemment. «Aujourd'hui, 15 habitants de la ville ont été tués et 35 blessés, dont un enfant», a la suite des frappes russes.

### Un homme d'affaires russe et un pilote morts dans un crash d'hélicoptère

L'appareil était affrété par la compagnie privée monégasque Monacair et effectuait un vol entre la ville de Lausanne, en Suisse, et la principauté monégasque. Au moins deux personnes sont mortes vendredi 25 novembre dans le crash sur la commune de Villefranche-sur-Mer (Alpes-Maritimes) d'un hélicoptère civil assurant la liaison entre la ville de Lausanne, en Suisse, et la principauté de Monaco, a-t-on appris auprès des pompiers et de la préfecture.

EUROPOL :

### 44 arrestations dans «l'un des réseaux les plus dangereux» de l'UE

Une opération internationale sans précédent, impliquant les autorités de 11 pays, a abouti à l'arrestation de 44 membres présumés d'un réseau criminel considéré comme l'un des plus dangereux de l'Union européenne, ont déclaré Europol et Eurojust vendredi 25 novembre. «Plusieurs organisations criminelles travaillaient ensemble pour mener des activités polycriminelles à grande échelle à l'intérieur et à l'extérieur de l'UE», ont affirmé dans un communiqué commun les agences européennes, basées à La Haye.

ITALIE :

## Huit morts après un glissement de terrain sur l'île d'Ischia

Le glissement de terrain dans la ville de Casamicciola Terme a enseveli une maison et précipité plusieurs voitures à la mer.

Huit personnes sont mortes après un glissement de terrain du aux fortes pluies sur l'île italienne d'Ischia, au large de Naples, a déclaré samedi le ministre des Infrastructures Matteo Salvini.

«Il y a huit personnes mortes dans le glissement de terrain d'Ischia. Les sauveteurs travaillent dans des conditions difficiles», a-t-il précisé lors d'un événement à Milan.

Ce matin, treize personnes étaient portées disparues. Le glissement de terrain s'est produit dans la ville de



Casamicciola Terme, dans le nord de l'île, et «a engouffré une maison» et entraîné plusieurs voitures dans la

mer, a indiqué le service des pompiers, précisant qu'on recherchait des disparus.

SYRIE:

## Tirs de roquette contre une base américaine dans le Nord-Est



Deux tirs de roquettes ont visé vendredi soir la base américaine d'al-Chaddadeh dans le nord-est de la Syrie, au sud du gouvernorat de Hassaké, a annoncé samedi le commandement militaire américain au Moyen-Orient (Centcom). L'attaque, qui a ciblé les forces de la coalition internationale vers 22H30 (21h30 GMT), n'a fait ni victime ni dégât dans la base, selon la même source. Centcom n'a pas précisé l'origine des tirs, intervenant alors que des positions kurdes du nord de la Syrie ont été visées par une série de raids aériens de la Turquie depuis dimanche dernier.

FUSILLADE AU BRESIL:

## Un jeune tue au moins trois personnes dans deux écoles

Un jeune homme de 16 ans portant un symbole nazi a attaqué à l'arme à feu deux écoles vendredi dans l'État d'Espírito Santo (sud-est du Brésil), faisant au moins trois morts, dont une adolescente, et 11 blessés. La fusillade s'est produite à Aracruz, une ville de 100.000 habitants, à environ 600 kilomètres au nord-est de Rio de Janeiro. Trois professeurs et un étudiant à l'âge non précisé sont dans un état grave, ont affirmé les autorités. Le visage couvert et une croix gammée sur ses vêtements de camouflage, l'assaillant s'est introduit dans l'école Primo Bitti, une école primaire et secondaire publique qu'il avait quittée en juin, selon les enquêteurs.



NOBEL DE LA PAIX :

## Emprisonné, le Biélorusse Beliatski représenté par son épouse



Colauréat du Nobel de la paix cette année, le militant biélorusse des libertés civiles Ales Beliatski, en prison dans son pays, sera représenté par son épouse à la cérémonie de remise de la prestigieuse récompense, a annoncé vendredi 25 novembre l'Institut Nobel. Attribué début octobre, sur fond de guerre en Ukraine, au militant de 60 ans conjointement avec l'ONG russe Memorial, démantelée sur ordre de la justice russe, et le Centre ukrainien pour les libertés civiles (CCL), le Nobel de la paix sera formellement remis à Oslo le 10 décembre.

SEISME EN INDONESIE :

### Le bilan monte à 310 morts

Le bilan du tremblement de terre qui a frappé lundi l'île de Java, en Indonésie, est monté à 310 morts, a annoncé vendredi 25 novembre l'agence nationale chargée de répondre aux désastres. Vingt-quatre personnes restent portées disparues après ce séisme qui a causé des glissements de terrain et détruit des bâtiments dans l'ouest de Java, a déclaré le chef de cette agence, Suharyanto, qui comme beaucoup d'Indonésiens ne porte qu'un seul nom.

SLOVENIE :

### Le parti au pouvoir quitte Twitter pour limiter fausses nouvelles et haine

Le parti au pouvoir en Slovénie, le Mouvement pour la liberté (GS), a décidé de cesser d'utiliser Twitter, craignant que le réseau social ne soit utilisé par des politiciens pour diffuser de fausses nouvelles et des discours haineux.

«Compte tenu du comportement et des annonces du nouveau propriétaire et de la direction de Twitter, nous pouvons nous attendre à ce qu'ils ouvrent davantage ses portes à la communication indécente et aux discours de haine», a déclaré samedi GS dans un communiqué.

### Le Honduras déclare l'état d'urgence face à une hausse des activités criminelles

De nombreux policiers étaient visibles dans les principales villes du Honduras vendredi 25 novembre, au lendemain de l'instauration de l'état d'urgence par la présidente Xiomara Castro afin de faire face à une augmentation des activités des groupes criminels dans le pays. Xiomara Castro a décrété l'état d'urgence dans ce pays en proie à la violence des gangs et du trafic de drogue, afin de renforcer la stratégie du gouvernement «de récupération immédiate des territoires de non-droit», a-t-elle annoncé.

VIOLENCES CONTRE LES FEMMES :

### Des dizaines de manifestantes arrêtées en Turquie

Des dizaines de manifestantes rassemblées pour célébrer la Journée internationale pour l'élimination de la violence contre les femmes ont été arrêtées vendredi à Istanbul, a constaté l'AFP. Le rassemblement convoqué sur l'emblématique place Taksim, qui n'avait pas été autorisé, a été dès la fin d'après-midi empêché par l'établissement de barrières et de grilles barrant les rues dans un vaste périmètre commençant sur les rives du Bosphore, et par un impressionnant déploiement de policiers anti-émeutes.